

**Direction générale de la recherche appliquée
Politique stratégique
Développement des ressources humaines Canada**

**L'absence de sécurité alimentaire : analyse
documentaire ciblée et cadre de recherche**

W-01-4F

**par
Satya Brink
Août 2001**

Les opinions exprimées dans les documents publiés par la Direction générale de la recherche appliquée sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de Développement des ressources humaine Canada ou du gouvernement fédéral.



La série des documents de travail comprend des études analytiques et des travaux de recherche réalisés sous l'égide de la Direction générale de la recherche appliquée, Politique stratégique. Il s'agit notamment de recherches primaires, soit empiriques ou originales et parfois conceptuelles, généralement menées dans le cadre d'un programme de recherche plus vaste ou de plus longue durée. Les lecteurs de cette série sont encouragés à faire part de leurs observations et de leurs suggestions aux auteurs.



Le présent document a été traduit de l'anglais. Bien que la version française ait été préparée avec soin, le document original fait foi.

This document is a translation from English. Although the French version has been carefully prepared, the original document should be taken as correct.

La version anglaise de ce document est disponible sous le titre *Lack of Food Security : Focussed Literature Review and Research Framework*.

This paper is available in English under the title *Lack of Food Security : Focussed Literature Review and Research Framework*.



Papier/Paper

ISBN : 0-662-88516-3

N° de cat. /Cat. No.: MP32-28/01-4F

Internet

ISBN : 0-662-88517-1

N° de cat. /Cat. No.: MP32-28/01-4F-IN



Si vous avez des questions concernant les documents publiés par la Direction générale de la recherche appliquée, veuillez communiquer avec :

Centre des publications de DRHC
Développement des ressources humaines Canada
140, Promenade du Portage
Phase IV, niveau 0
Hull (Québec) K1A 0J9
CANADA

Télécopieur : (819) 953-7260
<http://www.hrdc-drhc.gc.ca/dgra>

General enquiries regarding the documents published by the Applied Research Branch should be addressed to:

HRDC Publications Centre
Human Resources Development Canada
140 Promenade du Portage
Phase IV, Level 0
Hull, Quebec, K1A 0J9
CANADA

Facsimile: (819) 953-7260
<http://www.hrdc-drhc.gc.ca/arb>

Résumé

Le dossier de la sécurité alimentaire relève de Santé Canada et d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, mais Développement des ressources humaines Canada se préoccupe de différents types d'insécurité. La Direction générale de la recherche appliquée a étudié la question de l'insécurité d'emploi et de l'insécurité financière. L'analyse documentaire et le cadre de recherche sur l'insécurité alimentaire présentés ici s'inscrivent dans ce contexte.

Puisqu'il semble que l'insécurité alimentaire soit attribuable à différentes causes, les ménages qui sont aux prises avec ce problème devraient donc recourir à une gamme de stratégies pour y faire face. Si cette conclusion s'avère, les mesures stratégiques conçues pour remédier à la situation devraient également être diversifiées.

Afin de tenir compte des travaux qui existent déjà sur l'insécurité alimentaire, une analyse documentaire a d'abord été effectuée, puis, à partir de cette analyse, un cadre de recherche sur l'insécurité attribuable au manque de nourriture a été mis au point. Ce document a été envoyé à une trentaine de personnes au Canada et à quelques autres aux États-Unis et a par la suite été révisé en fonction de leurs commentaires. La Direction générale de la recherche appliquée a ensuite fait des arrangements avec Statistique Canada pour que des données sur la question soient recueillies par l'intermédiaire d'un supplément ponctuel à l'Enquête nationale sur la santé de la population.

Ce document de travail ajoute des annotations provenant de publications plus récentes aux résultats de l'analyse documentaire ciblée. On y discute également du cadre de recherche révisé qui a été utilisé pour mettre au point le Supplément sur la sécurité alimentaire de l'Enquête nationale sur la santé de la population. L'analyse des données suivra.

Remerciements

De nombreuses personnes préoccupées par l'insécurité alimentaire au Canada ont contribué à ce document de travail. Des étudiants du programme d'alternance travail-études ont travaillé au projet durant les années 1999 à 2001. L'équipe de l'Enquête nationale sur la santé de la population de Statistique Canada a collaboré étroitement avec l'équipe de la Direction générale de la recherche appliquée, Développement des ressources humaines Canada. La version préliminaire du cadre a été analysée par une trentaine de personnes au Canada et quelques-unes aux États-Unis.

Table des matières

1. Bref aperçu fondé sur l'analyse documentaire	1
2. Bibliographie sélective et annotée	4
2.1 Définitions et modèles conceptuels	4
2.2 Mesures et indicateurs	12
2.3 Caractéristiques et expérience des personnes qui connaissent l'insécurité alimentaire	18
2.4 Facteurs d'insécurité alimentaire	35
3. Cadre de recherche sur l'absence de sécurité alimentaire.....	39
3.1 Introduction.....	39
3.1.1 De vieux problèmes dans de nouveaux contextes	39
3.1.2 Les conséquences de l'absence de sécurité alimentaire dans les pays où la « nourriture est abondante »	41
3.1.3 Le nouveau contexte.....	45
3.2 Revenu et dépenses	47
3.3 Caractéristiques des personnes qui vivent l'expérience de l'absence de sécurité alimentaire	48
3.3.1 Enjeux en matière de recherche et de politiques	50
3.3.2 Questions suggérées	50
3.4 Différences entre les personnes qui vivent en situation de sécurité alimentaire et les autres	52
3.4.1 Gestion du revenu.....	53
3.4.2 Approvisionnement en nourriture.....	55
3.4.3 Gestion de la nourriture	56
3.5 Insécurité alimentaire chez les enfants	58
3.6 Limites et priorités fédérales.....	59
3.6.1 Limites.....	59
3.6.2 Priorités fédérales	59
Annexe A : Pairs évaluateurs.....	60
Annexe B : Examen de questions déjà utilisées	61
Annexe C : Questions du Supplément sur la précarité alimentaire de 1998-1999	65

1. Bref aperçu fondé sur l'analyse documentaire

Les questions concernant les aliments, la nutrition, les répercussions sur la santé et la sécurité alimentaire relèvent de Santé Canada et d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. La Direction générale de la recherche appliquée (DGRA) de Développement des ressources humaines Canada (DRHC) étudie d'autres formes d'insécurité, par exemple l'insécurité d'emploi et l'insécurité financière. La recherche sur l'insécurité alimentaire s'inscrit dans le contexte de la recherche sur les différents types d'insécurité.

Présentement, certaines questions de l'Enquête nationale sur la santé de la population (ENSP) et de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) fournissent des données sur les familles et les enfants qui éprouvent des difficultés en raison du manque de nourriture. La DGRA a prévu d'ajouter à l'ENSP un supplément qui nous fournirait une vue plus globale de l'expérience de l'insécurité alimentaire.

L'objectif de la présente analyse documentaire est de recenser les définitions et les modèles conceptuels axés sur l'aspect insécurité de l'anxiété découlant du manque d'aliments. L'idée de départ était de revoir les questions déjà utilisées en vue de les inclure dans le supplément de l'ENSP. Un cadre de recherche qui fait l'objet de la discussion du chapitre 3 a été élaboré à partir de l'analyse documentaire.

Il existe de nombreuses études sur la faim. La distinction entre la faim et l'insécurité alimentaire est floue et souvent ces termes sont considérés comme synonymes. Les spécialistes de la nutrition ou de la santé, dont nombre de chercheurs canadiens de renommée, ont effectué la plupart des études sur la faim. Celles-ci portaient principalement sur la prévalence de la faim, les conditions qui la précèdent et les conséquences de l'expérience prolongée de la faim.

Pour évaluer la gravité du problème, les chercheurs ont utilisé des catégories telles que « modérée » et « intense ». Certaines études se sont concentrées sur les répercussions de la faim sur les ménages; d'autres ont porté sur les répercussions de la faim sur les personnes, particulièrement les enfants. Radimer et coll. (1992) ont cerné deux niveaux de faim.

Le premier est individuel et compte quatre composantes : apport insuffisant, apport nutritionnel inadéquat, aspects psychologiques (privation, manque de contrôle) et aspects sociaux (ne pas se conformer à la norme sociale des trois repas par jour). Le second niveau comporte aussi quatre composantes : épuisement des ressources alimentaires, options inappropriées, anxiété par rapport à la nourriture et acquisition de celle-ci par des moyens socialement inacceptables. Si l'incidence de l'insécurité a été remarquée, elle n'a pas reçu la même attention. Plusieurs chercheurs ont parlé des répercussions plus globales. L'insécurité alimentaire dans les nations développées englobe l'expérience physiologique de la faim, mais également les mécanismes d'adaptation, les préoccupations d'ordre nutritionnel ainsi que des aspects psychologiques et sociaux (Kramer-LeBlanc et McMurry, 1998). On l'a aussi liée à l'exclusion sociale (Radimer et coll., 1992), à une faible productivité (Daponte, 1996) et à un niveau de capital social et humain peu élevé (Starkey et coll., 1998).

Le lien entre l'insécurité alimentaire et la pauvreté est bien étayé et de nombreux chercheurs ont constaté que les ménages qui dépendent de transferts gouvernementaux ne sont pas à l'abri de l'insécurité alimentaire. L'étendue de la pauvreté figure au nombre des facteurs clés, la faim constituant une forme extrême de désavantage. On reconnaît la complexité de la situation de sécurité économique et les facteurs la caractérisant, soit le caractère adéquat, la stabilité et la fiabilité du revenu ont été relevés (Kramer-LeBlanc et McMurry, 1998). Lorsque le manque de nourriture est attribuable à l'irrégularité et à la précarité du revenu, les gens ont recours à des stratégies d'adaptation qui visent les périodes de pénuries d'aliments plutôt qu'à une stratégie à long terme, misant généralement sur des systèmes ponctuels (Tarasuk et Davis, 1996). Les chercheurs ont également constaté la dépendance entre la santé et la capacité de gagner un revenu suffisant.

L'accent ayant été mis, à juste titre, sur la pauvreté, les autres facteurs connexes ou indépendants liés à l'insécurité alimentaire ont été mis de côté. D'autres raisons possibles telle l'incapacité physique ou la mauvaise santé n'ont souvent pas été mesurées (Blumberg et coll., 1999). Chez les personnes âgées, par exemple, l'insécurité alimentaire n'est pas une simple question d'accès - certaines ne sont pas capables de préparer et de manger la nourriture en raison de déficits fonctionnels. Riches (1996) signale l'importance des facteurs « non alimentaires » et formule une mise en garde à l'égard des méthodes de détermination de l'insécurité alimentaire

fondées uniquement sur des mesures indirectes (comme l'utilisation des banques d'alimentation). On a également souligné l'importance de facteurs tels le contexte économique, la façon de gérer le revenu, d'acquérir les aliments, de les gérer à la maison et les stratégies d'adaptation (Olson, 1992).

L'insécurité alimentaire a été décrite comme une expérience et un processus comportant une suite d'événements. Pour chacun de ces événements, le ménage doit gérer la nature et l'ampleur des compromis à faire : on remplace la qualité par la quantité par exemple. Cette dimension gérée de l'insécurité alimentaire signifie que chaque ménage connaîtra différents éléments de l'insécurité alimentaire à différents moments et dans des mesures différentes (Tarasuk, 2001). L'insécurité alimentaire peut être une expérience épisodique attribuable à la perte d'emploi ou à des dépenses imprévues et inattendues, dues à la maladie par exemple. Wilde et Ranney (1998) ont constaté une fluctuation au cours du mois avec réduction de l'apport à la fin du mois. Wolfe et coll. (1998) décrivent un phénomène prenant graduellement de l'ampleur. Ainsi, sécurité et insécurité alimentaires ne seraient pas nécessairement deux situations complètement distinctes l'une de l'autre. Une étude américaine a divisé les ménages en deux catégories : ceux qui souffraient d'insécurité alimentaire et ceux qui souffraient d'insécurité alimentaire et de la faim (Andrews 2000). Il est donc important de comprendre les situations qui mènent à des épisodes de crises financières ainsi que les tendances temporelles pour comprendre la nature de l'insécurité vécue par les ménages.

Pour éviter les étapes longues et difficiles de la conception et de l'essai d'instruments, les auteurs ont envisagé d'utiliser des questions ayant déjà servi dans de grandes enquêtes. Les questions de l'échelle de Radimer/Cornell et celle du *Community Childhood Hunger Identification Project (CCHIP)* ont été considérées. On a par la suite décidé d'utiliser une série de questions élaborées avec Statistique Canada à partir de questions ayant déjà fait leurs preuves. Certains principes dégagés au moment de l'élaboration d'instruments de mesure de l'insécurité alimentaire ont été intégrés à la conception; ainsi, on a tenu compte du fait que les adultes et les enfants vivent différemment l'insécurité alimentaire et que tant la quantité que la qualité des aliments sont importants (Kendall et coll., 1995).

2. Bibliographie sélective et annotée

2.1 Définitions et modèles conceptuels

American institute of nutrition, tel que cité dans Olson, C.M. (automne/hiver 1996-1997). « Food insecurity and hunger: Poverty policy issues for the 1990s and beyond », *Focus*, vol. 18, n° 2), p. 61-64.

Mots clés : insécurité alimentaire, recherche, publique, privée.

Olson revoit les progrès réalisés par la recherche sur l'insécurité alimentaire dans les pays industrialisés au cours des deux dernières décennies. Il la définit comme une condition présente « lorsque la disponibilité d'aliments appropriés et sains ou la capacité de se procurer des aliments par des moyens socialement acceptables sont limitées ou incertaines ». Selon lui l'insécurité alimentaire existe au niveau individuel et au niveau du ménage, et les données recueillies grâce à des méthodes basées sur le questionnaire (p. ex., échelle Radimer/Cornell et le *Community Childhood Hunger Identification Project* [CCHIP]) en valident la mesure. Enfin, il considère les coûts humains et sociaux de l'insécurité alimentaire et précise qu'il est nécessaire que le gouvernement intervienne dans une situation qu'il décrit comme un problème public.

Kramer-Leblanc, Carol s., et Kathryn McMurry (éd.). « Discussion Paper on Domestic Food Security », *Family Economics and Nutrition Review*, vol. 11, no 1 et 2, p. 49-59, 1998.

Mots clés : sécurité alimentaire, sécurité économique, États-Unis, politique

La nation américaine est caractérisée par l'abondance de ses réserves d'aliments nutritifs, de grande qualité et accessibles à la majorité de la population qui consacre un pourcentage moins important de son budget à la nourriture que la population de nombreux autres pays. La plupart des citoyens des États-Unis connaissent la sécurité alimentaire, mais bon nombre doivent malgré tout mener une lutte quotidienne contre l'insécurité alimentaire et craignent d'avoir faim s'ils perdent la bataille. L'insécurité alimentaire dans les nations développées se manifeste peut-être de façon plus subtile qu'ailleurs, englobant non seulement l'expérience physique de la faim, mais également des mécanismes d'adaptation, des préoccupations nutritives ainsi que des aspects psychologiques et sociaux. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un problème crucial dans n'importe quelle société civile et ce document de travail considère les façons de régler le

problème de l'insécurité alimentaire avec la participation du gouvernement, d'organismes non gouvernementaux et des particuliers.

La sécurité alimentaire est fonction de nombreux facteurs – dont l'emploi, le niveau d'études et des variables communautaires – qui permettent aux individus d'accéder à des aliments nutritifs et convenables par des moyens appropriés. On présente la sécurité économique en particulier comme un déterminant majeur et un résultat de l'état de santé ainsi que de l'état nutritionnel d'une personne; le fait de conserver cette sécurité économique est un précurseur important de la sécurité alimentaire permanente. La sécurité économique comme telle est un résultat complexe lié à un revenu régulier et adéquat, à la stabilité familiale, à des dépenses abordables et à l'accès au filet de sécurité sociale en temps de besoin. Lorsque l'on élabore des politiques visant à maintenir et à améliorer la sécurité alimentaire des ménages, il est essentiel de considérer la sécurité économique comme une condition préalable.

On parle également de l'accès aux aliments comme d'un problème important dans le contexte de l'insécurité alimentaire. On estime que 12 % des cent millions de familles américaines vivent une situation d'insécurité alimentaire et que 4 % d'entre elles connaissent la faim et ont par conséquent un apport alimentaire réduit. Le document soutient que le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire augmentera vraisemblablement à la suite des changements apportés récemment aux programmes d'aide alimentaire du ministère américain de l'Agriculture ainsi que de la réforme générale du système d'aide sociale. Plus précisément, il désigne plusieurs groupes vulnérables qui devraient être ciblés par les politiques et dont la situation particulière devrait être prise en compte dans l'application de ces politiques. Les sans-abri qui dépendent beaucoup des organismes d'assistance sociale pour répondre à leurs besoins alimentaires peuvent avoir de la difficulté à négocier des réseaux d'aide ainsi qu'à conserver et à préparer des aliments. Il faut également envisager la possibilité de changer les conditions d'admissibilité aux programmes d'aide, en particulier pour les immigrants et d'autres groupes semblables. Les programmes qui ciblent les enfants se caractérisent habituellement par leur manque de continuité. Les programmes de repas scolaires par exemple sont interrompus pendant l'été. Il peut se révéler difficile pour les autochtones ainsi que d'autres populations qui vivent dans des régions rurales ou isolées de se procurer des aliments frais, diversifiés et abordables, surtout dans les régions où le taux de chômage est élevé.

À partir des deux aspects de l'insécurité alimentaire étudiés, soit la sécurité économique et l'accès à des aliments, on formule des recommandations de principe détaillées qui mettent l'accent sur la coopération et la collaboration entre les groupes concernés, y compris tous les paliers de gouvernement, les particuliers, les collectivités et les organismes non gouvernementaux.

Mcintyre, Lynn, Sarah Connor et James Warren. *Aperçu de la faim chez les enfants au Canada*, document de travail W-98-26F, Direction générale de la recherche appliquée, Développement des ressources humaines, 1998.

Mots clés : évaluation, enfant, famille.

Ces chercheurs utilisent la faim comme indicateur pour fournir un aperçu de la pauvreté chez les enfants au Canada. Les données analysées par les chercheurs proviennent de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes. Il s'agit de renseignements détaillés sur les caractéristiques sociodémographiques et scolaires la santé et le fonctionnement des ménages canadiens. L'étude visait à circonscrire et à décrire : 1) les caractéristiques des familles qui connaissent la faim; 2) les réactions face à la faim et les stratégies d'adaptation; 3) les caractéristiques des fournisseurs de soins, des familles et des enfants qui prédisent la faim, les réactions face à celle-ci et les stratégies d'adaptation utilisées.

Les caractéristiques des familles qui vivent l'insécurité alimentaire sont étonnamment similaires à celles des autres Canadiens, avec quelques différences significatives. Le petit échantillon de familles vivant dans une situation d'insécurité alimentaire était caractérisé par le nombre élevé de parents seuls, de très faibles revenus et de cas de santé médiocre (selon les déclarations des personnes concernées). La plupart de ces familles vivent dans des centres urbains et si l'étude n'a constaté aucune concentration de minorités ethniques ou d'immigrants, un nombre disproportionné de familles autochtones connaissait l'insécurité alimentaire. De nombreuses femmes chef de famille pauvre, qui connaissaient l'insécurité alimentaire, avaient fait des études postsecondaires, ce qui indique que le niveau d'études ne suffit pas pour protéger de la pauvreté et de la faim. En général, les facteurs prédictifs de l'insécurité alimentaire familiale incluent le très faible revenu, la monoparentalité, le fait de recevoir des prestations d'aide sociale, le mauvais état de santé du répondant (personne qui connaît le mieux l'enfant), le fait d'être autochtone et le fait que le parent soit à la recherche d'un emploi.

Les stratégies d'adaptation les plus souvent utilisées par les parents en situation d'insécurité alimentaire pour ne pas avoir faim incluent demander l'aide d'amis et de parents, recourir à l'aide sociale et aux programmes d'aide alimentaire, sauter des repas ou prendre de plus petits repas et éliminer les collations. Lorsque le problème devient très grave, il est reconnu que les mères se privent pour nourrir leurs enfants. La faim chez les enfants est donc la forme la moins répandue et la plus grave de l'insécurité alimentaire. L'utilisation du tabac est également très élevée chez les familles qui ont faim, ce qui peut être considéré comme une stratégie de réduction du stress et de suppression de l'appétit.

Le fait que les familles qui touchent des prestations d'aide sociale ou un salaire minimum soient susceptibles de connaître l'insécurité alimentaire souligne l'aspect inadéquat du filet de sécurité sociale. Le lien entre la mauvaise santé et l'insécurité alimentaire peut avoir des répercussions sur la productivité et le bien-être social dans le futur. Enfin, les banques d'aliments sont pour ainsi dire institutionnalisées dans la société canadienne et bien qu'elles réussissent à assurer le bien-être de nombreux citoyens, il n'est pas toujours possible de se fier à cette forme d'aide et une entité sans vocation de bienfaisance est requise.

Olson, K.W. Rapport final du *Edmonton Food Policy Council, Community Food Needs Assessment – A Community Development Approach*, Health Promotion Contribution Program, 1992.

Mots clés : faim, insécurité alimentaire, collectivité, solutions.

Dans le cadre de cette étude, 460 entrevues ont été effectuées auprès d'habitants d'Edmonton ayant un faible revenu dans le but de préciser les critères permettant de définir la sécurité alimentaire, ses niveaux et les obstacles à celle-ci dans les collectivités visées. Selon le seuil établi par Statistique Canada, un ménage est dans une situation de faible revenu lorsqu'il consacre 58,5 % ou plus à l'alimentation, aux vêtements et au logement. Les mesures sont fondées sur une échelle pour adultes et une pour enfant mises au point par le *Food and Research Action Center* et le *Community Childhood Hunger Identification Project*. La recherche a pu déterminer avec succès quelles personnes souffraient de la faim, pourquoi, quelles stratégies étaient utilisées et quels types de programmes et de services doivent être mis en place pour éliminer l'insécurité alimentaire.

On a déterminé que, dans l'ensemble, le revenu était la variable la plus critique au regard de la sécurité alimentaire de la famille. Les personnes qui souffrent le plus d'insécurité alimentaire sont également celles dont le niveau d'insécurité économique est le plus élevé, notamment les parents seuls, les bénéficiaires de l'aide sociale et les familles de travailleurs à faible revenu. C'est le manque de revenu qui est perçu comme l'obstacle le plus important à la sécurité alimentaire – lorsque le revenu devient substantiellement inférieur au seuil de pauvreté, les familles ne peuvent simplement plus s'acheter de nourriture. Parmi les autres obstacles à la sécurité alimentaire, mentionnons le transport, la mauvaise santé et l'incapacité physique, le manque de compétences professionnelles ou d'études, le manque de soutien social, la faible estime de soi, le manque de logement abordable et le manque de services de garde.

Une stratégie novatrice, reposant sur la participation de la collectivité des personnes à faible revenu, du gouvernement et de l'industrie alimentaire, a été utilisée pour trouver des solutions possibles. Au regard des mesures à prendre pour régler à long terme le problème de l'insécurité alimentaire, 62 % des répondants ont dit qu'ils avaient besoin de plus d'argent pour être en mesure de se procurer des aliments de qualité en quantité suffisante. Encore une fois, l'accent est mis sur le revenu comme facteur crucial de l'insécurité alimentaire ainsi que sur des facteurs contextuels connexes (p. ex., le contexte économique, la gestion du revenu, l'acquisition de nourriture, la gestion de la nourriture à la maison et les stratégies d'adaptation).

Riches, G. (éd.), *First-World Hunger: Food Security and Welfare Politics*, St. Martin's Press, Inc., New York, 1996.

Mots clés : insécurité alimentaire, pays développés, réforme du système d'assistance sociale.

Ce livre opérationnalise la question de l'insécurité alimentaire et celle de la réforme de l'assistance sociale dans un cadre d'évaluation de la faim et d'exploration de la question de la nourriture en tant que droit de la personne, par l'intermédiaire d'études de cas nationales en Australie, au Canada, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Riches suggère trois approches fondamentales à l'étude de la faim : 1) en tant que composante significative de la pauvreté absolue et que conséquence critique de la privation relative; 2) comme étant liée à la sécurité alimentaire et au bien-être; 3) comme un problème politique et une question liée aux droits fondamentaux de la personne nécessitant une intervention de l'État allant au-delà de la question « immédiate du bien-être ». L'auteur qui met le lecteur en garde contre l'utilisation

d'indicateurs indirects de la faim (p. ex., les statistiques relatives aux banques alimentaires et les listes de prestataires d'aide sociale) affirment aussi qu'étant donné les taux élevés de pauvreté, de chômage et de sous-emploi, l'existence de l'insécurité alimentaire ne fait aucun doute dans ces cinq pays. D'une part, l'évolution du contexte économique et la capacité des programmes d'assistance sociale de s'adapter à cette évolution; d'autre part, les mesures mises en place (ou non) par la société et l'État pour répondre aux besoins en matière de santé et de bien-être, expliqueraient l'incidence croissante de l'insécurité alimentaire dans des pays développés. Riches décrit également l'évaluation des besoins en aliments de la collectivité d'Edmonton comme l'une des études les plus remarquables réalisées à ce jour au Canada, parce qu'elle reconnaît les facteurs contextuels, non liés à l'alimentation, en jeu dans l'insécurité alimentaire.

Tarasuk, Valerie, et Barbara Davis. « Responses to Food Insecurity in the Changing Canadian Welfare State », *Journal of Nutrition Education*, 28, p. 71-75, 1996.

Mots clés : État providence, insécurité alimentaire, Canada.

L'État providence canadien tel qu'il a existé pendant presque toute la période de l'après-guerre était caractérisé par son universalité et ses critères d'admissibilité fondés sur les besoins. Son objectif était de créer une société équitable et homogène. Il se distingue du système américain de deux façons : d'abord ses programmes sociaux et de santé relèvent du domaine public, alors qu'aux États-Unis, les modèles caritatifs et privés sont la norme; ensuite, les programmes fédéraux canadiens mettent presque exclusivement l'accent sur le soutien du revenu, tandis qu'il existe aux États-Unis des programmes d'assistance directe gérés par l'État (p. ex., les programmes de coupons alimentaires). Au cours des dernières années toutefois les choses ont changé et l'État providence tel qu'on le connaissait est maintenant en période de transformation et de redéfinition, il se rapproche d'un modèle privé/caritatif. Les programmes d'assistance sociale s'étant dégradés, un système extragouvernemental d'initiatives ad hoc fournit à leur place des services aux personnes dans le besoin.

La restructuration majeure des programmes sociaux a donné lieu au resserrement des conditions d'admissibilité, à la diminution de l'aide reçue, à l'augmentation du fardeau fiscal des travailleurs à faible et à moyen revenu ainsi qu'à une indexation partielle seulement des prestations d'aide sociale remettant en question l'existence d'un système véritablement fondé sur les besoins. Cette période de restructuration a été perturbée par un marché du travail incertain,

l'évolution de la nature du travail et des changements dans la structure de la famille : on compte maintenant un plus grand nombre de familles monoparentales et de personnes âgées.

Ces tendances sociales ont entraîné une augmentation de la pauvreté au Canada, comme en témoigne notamment le recours accru aux banques alimentaires et aux organismes communautaires qui fournissent une aide d'urgence. Ces organismes mettent spécifiquement l'accent sur les problèmes et les besoins propres aux personnes dont le revenu est faible, et fournissent nourriture, abri et vêtements. Tarasuk et Davis parlent de deux types précis d'organismes. D'abord, les organismes qui gèrent des programmes d'aide alimentaire ou banques alimentaires. Ils coordonnent la collecte, l'organisation et la distribution d'excédents de vivres à d'autres organismes qui les distribuent aux personnes nécessiteuses. Les banques d'alimentation ont vu le jour en tant que programmes d'urgence devant apporter une aide temporaire, mais sont devenues une caractéristique permanente des villes canadiennes; on peut même dire qu'elles sont des institutions. Le second type est constitué d'organismes qui visent à encourager l'auto-assistance ou le développement communautaire. Ceux-ci suivent un modèle participatif et aident leurs clients en leur donnant des compétences liées à l'acquisition, la préparation et la gestion des aliments. Des programmes communautaires d'acquisition/de perfectionnement des compétences de ce type peuvent prendre la forme de cuisines collectives, de clubs d'achat de nourriture, de jardins communautaires et d'ateliers de sensibilisation à la nutrition.

Enfin, les enjeux et les répercussions de l'existence d'un tel réseau ad hoc sont discutés.

L'apparition de ces programmes en remplacement du modèle traditionnel de l'État providence est présentée comme une source de préoccupation pour les raisons suivantes. Premièrement, de telles interventions font de l'insécurité alimentaire avant tout une situation d'urgence liée à l'alimentation, et si ces programmes apportent à leurs clients une assistance dont ils ont besoin, ils ne contribuent aucunement au règlement des problèmes sous-jacents de pauvreté et d'inégalité structurelle. Cela ne signifie pas que les administrateurs des programmes ne reconnaissent pas l'existence de ces problèmes, mais que les organisations communautaires ne peuvent s'attaquer à des problèmes d'une telle envergure. Ensuite, la nature extragouvernementale et ponctuelle des programmes d'aide communautaires nuit à l'adoption et au soutien de normes nationales en matière de bien-être et d'accès aux services ainsi qu'à la

reconnaissance de la pauvreté en tant que problème social d'envergure nationale.

Deuxièmement, dans un tel contexte, l'accès aux services n'est pas considéré comme un droit, mais dépend plutôt de leur disponibilité dans une collectivité particulière et du respect de critères discrétionnaires d'admissibilité.

Wehler, C.A., R.I. Scott, et J.J. Anderson. *Community Childhood Hunger Identification Project: A Survey of Childhood Hunger in the United State*, Food Research and Action Center, Washington, DC, 1995.

Mots clés : faim chez les enfants, caractéristiques, évaluation.

Le *Community Childhood Hunger Identification Project* (CCHIP) a étudié le problème de la faim dans des familles ayant des enfants dans le but précis de déceler et de documenter l'insuffisance alimentaire résultant du manque de ressources de certains ménages. L'équipe du projet a utilisé un instrument de sondage contenant en tout 165 questions, dont huit questions principales identifiaient les familles souffrant de la faim ou risquant de souffrir de la faim. En tout, 5 282 ménages ont été sélectionnés dans onze régions pour former un échantillon représentatif des familles à faible revenu ayant des enfants de moins de 12 ans. Le faible revenu est défini comme équivalent ou inférieur à 185 % du seuil fédéral de pauvreté (26 548 \$ pour une famille de quatre en 1993).

Les résultats de ce sondage ont confirmé le rôle critique et déterminant du revenu dans la sécurité alimentaire. Deux facteurs sont cruciaux pour déterminer le revenu à la disposition des familles pour la nourriture : le montant des ressources financières (p. ex., revenu et coupons alimentaires) et le montant consacré à des dépenses fixes comme le loyer et les services publics. Comme prévu, les familles qui font face à l'insécurité alimentaire sont caractérisées par de très faibles revenus et le fait qu'elles consacrent une portion beaucoup plus importante de leur revenu au logement que les autres familles. Dans des situations d'insécurité alimentaire, les enfants sont habituellement les derniers touchés, les parents limitant en effet leur propre consommation d'aliments afin de protéger leurs enfants de la faim. Les enfants touchés sont plus susceptibles d'avoir des problèmes de santé – fatigue, manque de concentration, perte de poids et maladies chroniques telles que le rhume ou l'infection d'oreille. De plus, les enfants qui vivent dans des familles qui connaissent la faim sont plus susceptibles de s'absenter de l'école, ce qui influe sur leur rendement.

Pour faire face à l'insécurité alimentaire, de nombreux ménages participent à des programmes d'aide alimentaire, comme le *Food Stamp Program* (FSP), dont cinq ont été examinés par le CCHIP. Environ le quart des personnes qui participent à de tels programmes répondent à leurs besoins alimentaires, alors que l'acquisition d'aliments en quantité suffisante demeure un problème pour 25 % des participants que l'étude définit comme ayant « faim ». Le recours aux programmes alimentaires d'urgence a augmenté de façon dramatique depuis leur création et de nombreuses familles doivent utiliser les services de plusieurs fournisseurs pour répondre à leurs besoins. Les programmes alimentaires d'urgences constituent sans doute un filet de sécurité qui répond de façon efficace aux besoins de base de certaines personnes, mais ils ne réussissent pas à protéger de la faim de nombreux utilisateurs et une approche plus globale au problème de l'insécurité alimentaire est requise.

2.2 Mesures et indicateurs

Anderson, S.A. (éd.) « Core Indicators of Nutritional State of Difficult-To-Sample Populations », *Journal of Nutrition*, no 120, p. 1559-1600, 1990.

Mots clés : mesure, faim, insécurité alimentaire, populations difficiles à échantillonner.

Ce rapport a été rédigé par le *Life Sciences Research Office, Federation of American Societies for Experimental Biology* (FASEB). La FASEB évalue des enjeux dans le domaine des sciences biomédicales en se fondant sur des analyses documentaires approfondies et sur l'opinion scientifique de personnes qualifiées dans des disciplines précises de la biologie et de la médecine. Les membres du comité formé pour rédiger ce rapport s'intéressaient à une gamme de questions, notamment la consommation alimentaire, la sécurité alimentaire, la nutrition, la conception d'enquêtes, la politique publique et la santé, ce qui permettait d'examiner les indicateurs principaux de l'état nutritionnel. Ce rapport se veut une source d'information utile dans la planification d'une approche à l'évaluation de l'état nutritionnel au sein des populations difficiles à échantillonner.

Les populations difficiles à échantillonner ont été définies comme 1) les populations couvertes par les bases d'échantillonnage existantes, mais trop petites pour que les estimations soient fiables (p. ex., les femmes enceintes); 2) celles couvertes, « en principe », par les bases d'échantillonnage des ménages, mais qui ne sont pas représentées de façon adéquate parce qu'il

n'est pas possible d'en circonscrire correctement les membres (p. ex., les alcooliques); 3) les populations non couvertes par les cadres d'échantillonnage fondés sur les ménages traditionnels (comme les groupes institutionnalisés et les travailleurs migrants). Le rapport conclut qu'il n'est pas possible de concevoir une enquête globale pour évaluer l'état nutritionnel de toutes les populations difficiles à échantillonner et qui servirait également aux fins d'élaboration de la politique publique.

Blumberg, S., K. Bialostosky, W. L. Hamilton et R. Briefel. « The Effectiveness of a Short Form of the Household Food Security Scale », *American Journal of Public Health*, vol. 89, no 8, p. 1231-1234, 1999.

Mots clés : insécurité alimentaire, mesure, faim, validité.

Cet article est le fruit d'un effort conjoint des chercheurs du *National Center for Health Statistics, Centers for Disease Control and Prevention et Abt Associates Ltd.* qui voulaient créer une version abrégée valide de la Household Food Security Scale pour remplacer la version intégrale de l'échelle lorsque pour des raisons de temps ou d'argent celle-ci ne peut pas être utilisée. Selon des données recueillies par le *Current Population Survey (CPS)* d'avril 1995, six éléments mettant principalement l'accent sur les déterminants financiers de l'insécurité alimentaire ont été choisis dans l'échelle intégrale à partir d'une analyse non linéaire. Selon les résultats, cette version abrégée avait classifié correctement 97,7 % des ménages au regard de l'état de sécurité alimentaire et n'avait sous-estimé que de 0,3 % l'incidence de l'insécurité alimentaire en général et de l'insécurité alimentaire avec expérience de la faim. Les résultats étaient également à peu près égaux pour les ménages avec ou sans enfant (respectivement 95,6 % et 99,0 % correctement classifiés) Compte tenu de ces résultats encourageants, les auteurs croient que la version abrégée pourrait éventuellement être utilisée pour des enquêtes nationales.

La version abrégée n'est cependant peut-être pas appropriée pour toutes les populations, surtout pas pour celles dont la composition diffère beaucoup de l'échantillon du CPS de 1995. En mettant l'accent principalement (pas entièrement cependant) sur les contraintes financières liées à l'insécurité alimentaire, elle néglige certaines autres limites involontaires possibles tels les handicaps physiques et la disponibilité au sein de la collectivité de quantités suffisantes d'aliments nutritifs. En outre, la version abrégée combine les catégories faim « modérée » et

« intense », les études nécessitant des données plus détaillées devraient utiliser une autre mesure. L'incidence de l'insécurité alimentaire étant, selon les données de CPS 1995, relativement faible, des taux hypothétiquement plus élevés d'insécurité alimentaire agencés au faible niveau de sensibilité de la version abrégée auraient donné lieu à une concordance inférieure.

Kendall, A., C.M. Olson, E.A. Frongillo Jr. « Validation of the Radimer/Cornell Measures of Hunger and Food Insecurity », *Journal of Nutrition*, no 125, p. 2793-2801, 1995.

Mots clés : mesure, faim, insécurité alimentaire, validité.

Tableau 1 : Dimensions de l'insécurité alimentaire selon la recherche qualitative de Radimer (1990)

	Niveau individuel	Niveau du ménage
Quantitative	Apport insuffisant	Épuisement des aliments
Qualitative	Insuffisance nutritionnelle	Aliments inappropriés
Psychologique	Manque de choix, sentiment de privation	Inquiétude par rapport à l'alimentation
Sociale	Habitudes d'alimentation perturbées	Acquisition d'aliments par des moyens socialement inacceptables

Pour que la faim et l'insécurité alimentaire soient considérées comme des indices critiques dans l'évaluation de l'état nutritionnel individuel, il faut construire et, par la suite, valider des mesures de ces phénomènes. L'étude s'appuie sur des recherches préalables qui ont eu comme résultat les mesures de la faim et de l'insécurité alimentaire de Radimer/Cornell et teste trois dimensions de la validité des mesures : la cohérence interne, le construit et la validité liée au critère. Une enquête a été administrée à un échantillon de 193 ménages comprenant des femmes et des enfants de la région rurale de l'État de New-York. Le questionnaire comprenait des questions sur les caractéristiques socioéconomiques, la consommation de fruits et de légumes, les disponibilités alimentaires du ménage et il incluait les mesures de l'instrument Radimer/Cornell. Selon les résultats de l'enquête, les mesures construites identifiaient les ménages comprenant des enfants qui souffraient de la faim ainsi que l'expérience de l'insécurité alimentaire au niveau de la personne et des ménages.

Les tests de la validité des mesures ont confirmé qu'elles repéraient efficacement l'insécurité alimentaire. L'utilisation d'une analyse factorielle pour évaluer la validité du construit a confirmé de nombreux aspects du cadre de Radimer/Cornell : la faim et l'insécurité alimentaire sont vécues différemment par les ménages; au niveau individuel, les aspects en sont distincts

selon qu'il s'agit d'enfants ou d'adultes et le régime alimentaire est constitué des composantes qualité et quantité des aliments. Le coefficient alpha de Cronbachs a été utilisé pour mesurer la cohérence interne, confirmant la validité de cette mesure. Enfin, la validité du critère a été déterminée par une comparaison de la relation entre les résultats des caractéristiques démographiques et diététiques, et l'insécurité alimentaire. Les résultats ont montré que la direction de la relation des caractéristiques démographiques et diététiques des ménages à l'insécurité alimentaire différait, tout en montrant des associations significatives. Ce point confirme la capacité des mesures Radimer/Cornell de repérer l'insécurité alimentaire chez les particuliers et les ménages qui vivent cette situation à des degrés différents.

Radimer, K.L., C.M. Olson, J.C. Greene, C.C. Campbell et J.P. Habicht. « Understanding Hunger and Developing Indicators To Assess It in Women and Children », *Journal of Nutritional Education*, vol. 24, no 1, p. 36S-44S, 1992.

Mots clés : faim, définitions, modèles conceptuels, mesure.

Le problème de l'insécurité alimentaire dans les pays industrialisés est un enjeu névralgique du débat actuel sur les politiques publiques. L'absence d'une définition opérationnelle pouvant servir dans le cadre de ce débat est présentée comme un obstacle important. L'objectif de l'étude était de mettre au point une définition de la faim telle que perçue par les femmes et de construire des indices pour la mesurer directement dans des populations qui se ressemblent. Pour élaborer une définition de la faim convenant à la population visée, des entrevues ont été effectuées à l'aide d'une méthode d'enquête naturaliste auprès de sujets sélectionnés de façon à obtenir un échantillon à diversité maximale. On a interviewé 32 femmes en âge d'avoir des enfants vivant dans des régions urbaines et rurales de l'État de New York.

Il résulte de ces entrevues une définition de la faim dans son sens large et dans son sens restreint. Dans son sens restreint, la faim est définie en termes de sensations physiques qui s'inscrivent dans un cadre temporel. Lorsqu'elle est définie dans son sens le plus large, la faim présente une image plus complexe correspondant à deux niveaux : celui du ménage et de la personne. Selon les femmes interviewées, la faim individuelle comprend quatre composantes : un apport insuffisant, une nutrition inadéquate, des aspects psychologiques (p. ex., le manque de choix et le sentiment de privation et de perte de contrôle) et des aspects sociaux (p. ex., la déviation à la norme sociale des trois repas quotidiens). On perçoit aussi quatre composantes au second niveau

de la faim, celui du ménage : l'épuisement des ressources alimentaires, des options inappropriées, l'inquiétude par rapport aux aliments et l'acquisition d'aliments par des moyens socialement inacceptables.

Des éléments d'enquête ont été élaborés à partir de cette information, puis évalués. Il en est résulté trois échelles pouvant être utilisées comme indicateurs de la faim dans le ménage, chez l'adulte et chez l'enfant. Il est devenu évident que la faim est un état changeant, vécu différemment par chacun, et un processus qu'il faut constamment gérer puisqu'il varie au fil du temps. Cette situation peut sembler problématique dans une perspective d'échantillonnage, mais les étapes de la faim forme une séquence que l'on peut définir, ce qui importe ici c'est de souligner à quel point il est essentiel de préciser la population cible et de concevoir des mesures qui tiennent compte de la façon dont cette population conceptualise l'insécurité alimentaire de cette population.

Wolfe, Wendy S., Christine M. Olson et coll. « Hunger and Food Insecurity in the Elderly: Its Nature and Measurement », *Journal of Aging and Health*, vol. 10, no3, p. 327-351, 1998.

Mots clés : mesure, caractéristiques, faim, insécurité alimentaire, personnes âgées.

Dans cette étude les personnes âgées sont considérées comme un sous-groupe hautement à risque de connaître la faim et l'insécurité alimentaire pour des raisons de faible revenu, de santé et de mobilité réduite. Selon les questions posées et la base de sondage définie, les estimations de l'incidence de l'insécurité alimentaire chez les personnes âgées vont de 3,4 % à 22 %. Ces données soulignent à quel point il est nécessaire de disposer de mesures normalisées efficaces pour évaluer correctement ce phénomène et formuler de bonnes solutions. Deux étapes nous permettront d'atteindre cet objectif, il faut comprendre comment les personnes âgées vivent l'insécurité alimentaire en procédant à des entrevues qualitatives et évaluer si les questionnaires qui existent déjà mesurent cette expérience de façon efficace.

Dans le cadre de l'étude en question, 41 personnes âgées de régions rurales et urbaines ont été interviewées, puis leur état d'insécurité alimentaire, tel que déterminé par l'entrevue, a été comparé à l'état d'insécurité alimentaire établi par des mesures quantitatives. Cinq mesures ont été testées : celles de Radimer/Cornell, du *Community Childhood Hunger Identification Project* (CCHIP), de la *Nutrition Screening Initiative* (NSI), de l'*Urban Institute* et, enfin, la mesure de

l'accès à une quantité suffisante d'aliments du ministère de l'Agriculture des États-Unis. Chacune des cinq mesures se sont révélées suffisamment précises et efficaces lorsqu'il s'agissait de repérer les personnes âgées qui connaissaient les phases les plus intenses de l'insécurité alimentaire. Toutefois, dans le cas des personnes qui en faisaient l'expérience à un degré moindre, les mesures de Radimer/Cornell, du CCHIP et de la NSI étaient plus sensibles.

Les descriptions de l'insécurité alimentaire fournies par les répondants âgés donnent à penser qu'il s'agit d'une expérience d'intensité progressive. Il n'y a pas d'une part les personnes qui connaissent la sécurité alimentaire et, d'autre part, celles qui au contraire connaissent l'insécurité alimentaire, mais plutôt un continuum au long duquel une personne peut se déplacer, dans une direction ou dans l'autre, à n'importe quel moment. Cette progression est similaire à celle observée chez d'autres sous-groupes et il pourrait être très utile d'en définir tous les points pour cerner les effets des changements contextuels et des facteurs de risque sur les futures phases de l'insécurité alimentaire.

Tarasuk, Valerie. *Document de travail sur l'insécurité alimentaire individuelle et des ménages*, préparé pour le Bureau de la politique et de la promotion de la nutrition, Santé Canada, 2001.

L'auteure souligne que l'insécurité alimentaire est un concept général, comprenant des aspects liés à la nature, à la qualité et à la fiabilité d'une source d'aliments ainsi qu'à l'accès à celle-ci. Le terme insécurité alimentaire décrit ici un accès limité, inadéquat ou non garanti des particuliers et des ménages à une nourriture suffisante, saine, nutritive, personnellement acceptable en qualité et en quantité suffisantes pour répondre aux exigences diététiques d'une vie saine et productive. Tarasuk relève quatre éléments clés. Premièrement, l'insécurité alimentaire est vécue différemment par les ménages et la personne. Alors que l'expérience individuelle est centrée sur la consommation et la répartition des aliments et qu'elle inclut la sensation de la faim, l'expérience des ménages est centrée sur la gestion des aliments disponibles ainsi que sur l'acquisition et la répartition des aliments. Deuxièmement, l'expérience de l'insécurité alimentaire est dynamique, elle est fondée sur une séquence temporelle d'événements et d'expériences que l'on peut examiner du point de vue de leur fréquence, de leur durée et de leur régularité. Troisièmement, la séquence des phases est liée à des différents niveaux d'intensité, allant de compromis quant à la qualité des aliments consommés à la réduction de leur quantité lorsque les ressources sont épuisées. La faim est la phase la plus intense. Les ménages gèrent ce

processus et les compromis qu'ils font décrivent leur cheminement vers l'insécurité alimentaire. Quatrièmement, l'expérience individuelle de l'insécurité alimentaire n'est pas la même au sein des ménages. Les adultes tendent à diminuer le plus possible l'incidence de la faim sur les enfants en réduisant leur propre consommation de nourriture. Ce document de travail porte principalement sur l'inclusion d'indicateurs directs et indirects de l'insécurité alimentaire dans un système de surveillance de la nutrition chez la personne et les ménages.

2.3 Caractéristiques et expérience des personnes qui connaissent l'insécurité alimentaire

Andrews, M., M. Nord, G. Bickel et S. Carlson. *Household Food Security in the United States, 1999*. Food Assistance and Nutritional Report No. 8, Department of Agriculture, États-Unis 2000.

Mots clés : sécurité alimentaire, insécurité alimentaire, faim.

Ce rapport publié par la *Food and Rural Economics Division* du ministère de l'Agriculture des États-Unis examine l'incidence de la sécurité alimentaire et de la faim en 1999 ainsi que les tendances liées à la sécurité alimentaire aux États-Unis entre 1995 et 1999. Durant les 12 mois qui ont précédé avril 1999, environ 10,1 % des ménages américains ont connu un certain niveau d'insécurité alimentaire parce qu'ils n'avaient pas suffisamment de ressources et dans un autre 10 % de ces ménages, au moins une personne a déclaré avoir connu la faim. Entre 1995 et 1999, des données ont été recueillies grâce à l'ajout d'un supplément sur la sécurité alimentaire à la *Current Population Survey*, il faut cependant noter qu'en raison de changements apportés, après 1997, à l'administration de l'enquête, deux différents ensembles de protocoles de mise en forme des données ont été utilisés dans le rapport. Les tendances caractérisant les réponses d'un ménage particulier quant à certaines conditions relatives aux comportements et aux ménages ont permis de les classer en trois catégories (vivant en situation de sécurité alimentaire, d'insécurité alimentaire et d'insécurité alimentaire avec expérience de la faim).

En général, l'insécurité alimentaire et l'insécurité alimentaire accompagnée de l'expérience de la faim ont diminué entre 1995 et 1999, malgré des augmentations significatives en 1996 et en 1998. L'incidence de l'insécurité alimentaire a également diminué dans tous les types de ménage, particulièrement dans les ménages dirigés par une femme et comprenant des enfants, les ménages hispaniques et les ménages urbains. Toutefois, dans le cas des ménages dont le revenu

se situait entre 50 et 130 % du seuil de pauvreté, le pourcentage de ménages ayant connu l'insécurité alimentaire a augmenté. Les tendances relatives à l'insécurité alimentaire accompagnée de la faim étaient similaires, bien que l'incidence de la faim chez les ménages à faible revenu ait diminué malgré une augmentation de l'insécurité alimentaire.

En examinant spécifiquement les données de 1999, les auteurs soulignent plusieurs des divergences traditionnellement observées entre les niveaux de sécurité alimentaire de différents groupes (p. ex., selon le revenu, l'ethnicité ou la géographie). Ainsi, l'insécurité alimentaire est généralement deux fois plus élevée chez les ménages ayant des enfants que chez ceux qui n'en ont pas (14,8 % c. 7,4 %); l'insécurité alimentaire se manifeste six fois plus et l'incidence de la faim est huit fois plus élevée chez les ménages dont le revenu annuel est inférieur à 185 % du seuil de pauvreté que chez ceux qui se situe au dessus de ce seuil. En outre, et les ouvrages sur la question le soulignent fréquemment, les ménages exposés à de multiples facteurs de risques sont particulièrement susceptibles de connaître l'insécurité alimentaire.

Les auteurs concluent par une discussion de plusieurs des limites de cette méthode. Par exemple, l'insécurité alimentaire et la faim sont perçues comme le résultat d'une insuffisance de ressources, de nombreux facteurs pouvant influencer sur la sécurité alimentaire des ménages (notamment la perte d'emploi et le divorce) ne sont pas pris en compte par les seules mesures du revenu annuel. Enfin, les auteurs soulignent qu'en raison de certains problèmes de méthodologie et d'analyse des données, leurs résultats peuvent ne pas constituer les estimations les plus valides du nombre d'enfants ayant fait directement l'expérience de la faim, mais peuvent plutôt correspondre à la limite supérieure de ce nombre. La poursuite des analyses permettra peut-être des estimations plus précises dans les futurs rapports.

Association canadienne des banques alimentaires. *Bilan-Faim 1998*, 1998.
http://www.icomm.ca/cafb/hunger_count.html.

Mots clés : banques alimentaires, sources de revenu du ménage, comparaisons provinciales et régionales.

Bilan-Faim 1998 est une enquête réalisée par l'Association canadienne des banques alimentaires (ACBA) principalement dans le but de déterminer le nombre de personnes desservies par les banques alimentaires dans l'ensemble du Canada. L'ACBA est un regroupement national qui recueille et distribue des aliments aux nécessiteux par l'intermédiaire des banques alimentaires

qui en font partie. Elle assure également la liaison entre les banques alimentaires, l'industrie et les gouvernements. Son financement provient de sources aussi différentes que Procter & Gamble et le fabricant de soupes Campbell's. Les résultats présentés proviennent des données recueillies en 1998 auprès de 394 banques alimentaires (63 % des 625 contactées) et les coordonnateurs provinciaux évaluent les données de 68 autres banques. Les banques alimentaires jouant fréquemment le rôle de centrale pour un certain nombre d'agences/d'organismes affiliés, l'ACBA évalue à 2 141 le nombre total des banques alimentaires ayant fait l'objet de l'enquête (ce qui inclut les 68 autres banques).

Selon l'enquête, en mars 1998, 716 496 personnes (2,4 % de l'ensemble de la population) recevaient des paniers d'aliments, soit une augmentation de 5,4 % par rapport à l'année précédente et de 118 % depuis 1989. Les provinces de l'est ont connu à elles seules 27,6 % de cette augmentation. Les différences entre les provinces sont attribuables au chômage – plus le taux de chômage est élevé, plus le taux de recours aux banques est élevé (à l'exception du Manitoba et du Nouveau-Brunswick où l'inverse s'est produit). Bien que les enfants ne représentent que le quart environ de la population du Canada, 41,5 % des bénéficiaires de l'aide alimentaire étaient des enfants. Deux provinces/territoires seulement comptaient en moyenne plus de deux enfants par ménages recevant une aide alimentaire, le ménage moyen étant composé de deux à trois personnes, il y aurait donc un pourcentage élevé de familles de un ou deux enfants (particulièrement des familles monoparentales). L'assistance sociale constituait le revenu principal des familles recevant une aide alimentaire et seulement 10 % d'entre elles touchaient un revenu d'emploi (travailleurs pauvres). Il faut souligner que les programmes d'aide alimentaire, qui dans l'hypothèse la plus optimiste, ne fournissent qu'une assistance limitée, ne sauraient se substituer à une réforme de la politique sociale dans la lutte contre la faim.

D'un point de vue géographique, le taux de recours aux banques alimentaires tend à diminuer d'est en ouest. Dans les régions du nord, la faible densité de la population et un niveau d'urbanisation moins important peuvent influencer sur le recours aux banques d'alimentation. Le taux de croissance global de 5,4 % du nombre de bénéficiaires peut être attribuable à des facteurs tels que l'augmentation parallèle du nombre de banques alimentaires (5,2 %). Cependant, le fait que dans certaines régions, comme en Nouvelle-Écosse, la croissance du nombre d'utilisateurs dépasse de beaucoup l'augmentation du nombre de banques indique que

le recours accru à l'aide alimentaire peut également témoigner de la détérioration des moyens de subsistance.

L'enquête a relevé deux tendances. La première est la surreprésentation des enfants, ce qui laisse entendre que les membres de la société les plus vulnérables aux effets cognitifs et développementaux négatifs souffrent d'insécurité alimentaire. La seconde est que, même en période de croissance économique générale, le problème de la faim continue de prendre de l'ampleur dans l'ensemble du Canada.

Castner, L., et R. Rosso. *Characteristics of Food Stamp Households, Fiscal Year 1998*. Mathematica Inc., 2000, Washington, D.C.,
<http://www.fns.usda.gov/oane/MENU/Published/FSP/FILES/Participation/char98.pdf>

Mots clés : *Food Stamps Program* (programme de coupons alimentaires), pauvreté, démographie.

À partir de données recueillies par les Food and Nutrition Services, du ministère de l'Agriculture des États-Unis aux fins de contrôle de la qualité, les auteurs fournissent des détails sur la participation au *Food Stamp Program* (FSP), les coûts de celui-ci et certaines des caractéristiques des familles qui y participent.

Castner et Rosso constatent qu'au cours d'un mois moyen de l'année financière 1998, 19,8 millions de personnes vivant dans 8,2 millions de ménages recevaient de l'aide dans le cadre du FSP, chaque ménage recevant en moyenne 165 dollars par mois en coupons. Le coût total du programme pour l'année a été de 18,9 milliards de dollars, dont 16,9 milliards pour les coupons alimentaires. Comparativement à l'exercice précédent, le niveau de participation au FSP avait diminué de 13 % et le coût des prestations du FSP, de 14 %. Ces diminutions sont plus vraisemblablement attribuables à l'intensification des exigences d'admissibilité qu'à une diminution réelle de l'insécurité alimentaire.

Les caractéristiques suivantes des familles participant au FSP ont été incluses avec celles de l'année financière 1998 : un peu plus de la moitié des participants étaient des enfants; 39 % des adultes n'étaient pas des personnes âgées et 8 % étaient des personnes âgées; plus des deux tiers des adultes étaient des femmes; plus de 90 % des ménages du FSP vivaient dans la pauvreté; les prestations du FSP étaient concentrées chez les ménages les plus démunis – 37 % des

ménages avaient un revenu inférieur ou égal au seuil des lignes directrices sur la pauvreté et recevaient 57 % des prestations; 88 % des ménages recevant des coupons alimentaires comprenaient soit un enfant (58 %), une personne âgée (18 %) ou une personne handicapée (24 %); 68 % des ménages avec enfants bénéficiaires du FSP étaient dirigés par un parent seul et la majorité de ces ménages recevaient de l'aide du *Temporary Assistance for Needy Families*, seulement 39 % des ménages avec des enfants touchaient un revenu gagné; 34 % des parents seuls et 56 % des ménages formés de plusieurs adultes touchaient un revenu; lorsque calculé en terme de revenu brut, les coupons alimentaires permettaient à 7 % des bénéficiaires de se hisser au-dessus du seuil de pauvreté et faisaient passer 21 % des familles les plus pauvres à l'intérieur de la limite de 50 % définie par les indicateurs de la pauvreté. Cette étude fait ressortir les caractéristiques des personnes qui ont besoin de l'aide en espèce fournie par le programme de coupons alimentaires, il n'est toutefois pas possible d'en généraliser les résultats aux Canadiens qui connaissent l'insécurité alimentaire.

Cohen, B., J. Olhs, M. Andrews, M. Ponza, L. Moreno, A. Zambowski et R. Cohen. *Food Stamp Participants' Food Security and Nutrient Availability: Final Report*. Mathematica Inc, Princeton, 1999. NJ.

<http://www.fns.usda.gov/oane/MENU/Published/NutritionEducation/Files/nutrient.pdf>.

Mots clés : insécurité alimentaire, Food Stamp Program (FSP) (programme de coupons alimentaires), disponibilité de substances nutritives.

Les *Food and Nutrition Service* (FNS), du ministère de l'Agriculture des États-Unis, qui administre le *Food Stamp Program* (FSP) a demandé à *Mathematica Policy Research Inc.* d'effectuer un sondage : le *National Food Stamp Program Survey* (NFSPS). Le but de cette recherche était d'évaluer les niveaux de sécurité alimentaire des participants au FSP ainsi que la relation possible entre la disponibilité de substances nutritives et la sécurité alimentaire. Le degré de sécurité alimentaire a été mesuré à l'aide d'un ensemble de 18 questions mis au point par Hamilton et coll. (1997). Les données ont été recueillies entre juin 1996 et janvier 1997 auprès de participants au FSP ainsi que de personnes qui n'y participaient pas, mais qui étaient admissibles ou presque admissibles à ce programme. Il faut toutefois souligner certaines limites importantes, ainsi, seules les personnes qui possédaient un téléphone ont été interviewées; la détermination de l'admissibilité au programme était approximative; le décalage entre le moment où la collecte a été effectuée et celui de l'échantillonnage peut avoir occasionné une

surreprésentation des participants à long terme puisque de nombreux participants à court terme avaient quitté le FSP lorsque l'on a communiqué avec eux et ont par conséquent été exclus du sondage.

Après analyse des données, les auteurs constatent que dans l'ensemble des États-Unis, 50 % des bénéficiaires du FSP connaissent un degré quelconque d'insécurité alimentaire et que dans 5 % des cas, l'insécurité alimentaire est accompagnée de l'expérience intense de la faim. Le manque de ressources financières était invoqué comme le premier obstacle et les participants au FSP ont déclaré des niveaux de revenu inférieurs à ceux des groupes admissibles ou presque admissibles au programme. Fait surprenant, la disponibilité moyenne d'éléments nutritifs excédait, dans le cas des éléments nutritifs clés ciblés, les rations alimentaires recommandées. Malgré cela, les auteurs soulignent que dans un pourcentage substantiel de ménages, la disponibilité des éléments nutritifs est inférieure aux rations alimentaires recommandées. Le lien entre la sécurité alimentaire et les variables mesurant l'accès à des magasins d'alimentation était généralement très faible. On a constaté un lien relativement étroit entre la sécurité alimentaire et l'accès à une voiture, mais ce lien peut être attribuable à la situation financière de la personne. Ces constatations contrastent dans une certaine mesure avec des études faites en milieux ruraux selon lesquelles les obstacles physiques à l'accès sont importants. Une autre constatation étonnante est que le niveau de sécurité alimentaire peut être lié de façon négative à la disponibilité d'éléments nutritifs. Plusieurs explications sont offertes. Cette étude joue peut-être un rôle complémentaire utile par rapport au travail de Castner et Rosso (2000) présenté précédemment et qui fournit un portrait des caractéristiques démographiques de base des participants au FSP (à partir de données plus récentes cependant), mais elle ne traite pas directement des niveaux d'insécurité alimentaire.

Daponte, Beth Osborne. *Private Versus Public Relief: Utilization of Food Pantries Versus Food Stamps Among Poor Households in Allegheny County, Pennsylvania*. Discussion Paper no. 1091-96, Institute for Research on Poverty, University of Madison-Wisconsin, 1996.

Mots clés : insécurité alimentaire, mécanismes d'adaptation, public, privé.

Les personnes qui font face au problème de l'insécurité alimentaire ont recours à diverses stratégies pour répondre à leurs besoins nutritionnels et éviter la faim, et différentes organisations influent sur les décisions qui sont prises à cet égard. Les options en matière d'aide

alimentaire se divisent en deux catégories : elles sont publiques ou privées. Cette recherche porte sur les facteurs qui influent sur les choix de source d'aide que font les familles pauvres afin de répondre à leurs besoins, ainsi que sur l'efficacité des organismes d'aide dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

En 1993, le *Food Distribution Research Project* a échantillonné des familles à faible revenu du comté d'Allegheny et, aux fins de l'étude, les ménages ont été sélectionnés en fonction de leur niveau de pauvreté. Les analyses réalisées pour définir les attitudes des ménages par rapport à la demande d'aide et déterminer si la préférence allait aux organisations publiques ou privées ont fait ressortir de nombreuses tendances. Les adultes non âgés préféraient recourir au *Food Stamp Program* (FSP) qu'à une organisation communautaire privée pour répondre à leurs besoins alimentaires. Le FSP permet une souplesse accrue quant aux choix d'aliments et l'aide fournie est d'une grande valeur et plus certaine. Ce sont là des raisons possibles de préférer le FSP. Par contre, les personnes âgées qui vivaient dans une situation d'insécurité alimentaire utilisaient davantage les comptoirs alimentaires et les raisons possibles de ce choix sont nombreuses. En raison de leur caractère informel, les organisations communautaires peuvent donner l'impression d'aller « un peu plus loin » que l'aide gouvernementale lorsque les temps sont difficiles, ce qui les rend plus intéressantes. De plus, les actifs des personnes âgées peuvent dépasser le niveau accepté par le FSP aux fins d'admissibilité. On a constaté que les familles pauvres ayant des enfants utilisaient les deux réseaux d'aide. Vraisemblablement parce qu'elles n'ont plus de coupons lorsque la fin du mois arrive et doivent se rendre à une banque alimentaire pour obtenir une aide supplémentaire.

Il est déplorable qu'aucun résultat de recherche longitudinale ne soit disponible pour évaluer l'efficacité des programmes d'aide alimentaire dans la prévention de l'insécurité alimentaire et de ses répercussions. En l'absence de données longitudinales, seuls le niveau d'insécurité et les caractéristiques des familles qui en souffrent peuvent être mesurés et non les résultats de variables particulières. Les enfants ont été évalués de façon anthropométrique, mais ces mesures sont fondées sur les déclarations des participants à l'étude et comportent donc une marge d'erreur élevée. Les enfants dont les parents recevaient de l'aide alimentaire étaient, d'un point de vue anthropométrique, plus susceptibles d'être des cas aberrants que les enfants dont les parents ne recevaient pas cette forme d'aide, avec une légère tendance à l'obésité. En outre, les

perceptions subjectives de l'insécurité alimentaire des ménages ont été mesurées et un indice a été créé. Les ménages participant à des programmes d'aide alimentaire déclaraient un niveau plus élevé d'insécurité que les autres et on peut supposer que l'aide alimentaire ne réussit pas entièrement à alléger ce fardeau. On retrouve parmi les participants ayant déclaré le niveau le plus élevé d'insécurité alimentaire des familles avec des enfants, des personnes seules et des personnes de race noire, tandis que les personnes âgées ont déclaré le niveau le moins élevé d'insécurité alimentaire.

On retrouve parmi les familles qui disent vivre une situation d'insécurité alimentaire à la fois des familles qui utilisent les services d'aide alimentaire et d'autres qui ne les utilisent pas, ce qui remet en question l'incidence réelle des programmes d'intervention directe dans ce domaine. Cette constatation soulève des préoccupations quant à l'efficacité des programmes lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins des personnes qui connaissent l'insécurité alimentaire et de déterminer comment en atténuer les effets. Les conséquences nutritionnelles de l'insécurité alimentaire sont bien documentées, il existe par ailleurs des résultats moins directs, mais tout aussi importants. Les maladies chroniques, le maldéveloppement, le sous-développement, et la diminution du bien-être et de la productivité qui s'ensuit, constituent des résultats possibles importants de l'insécurité alimentaire et des raisons sérieuses d'agir.

Davis, Carlton G. « Domestic Food Programs, Hunger and Undernutrition in Rural America: How Secure is the Safety Net? », *Review of Black Political Economy*, vol. 22, no 4, p. 179-203, 1994.

Mots clés : définitions/modèles conceptuels, aide alimentaire, pauvres des régions rurales.

Dans le cadre d'une analyse documentaire de la recherche sur l'efficacité et les répercussions distributionnelles des programmes d'aide alimentaire dans les régions rurales de l'Amérique, Davies soutient que les programmes alimentaires ne constituent un filet de sécurité efficace qu'en conjonction avec d'autres programmes qui augmentent la demande réelle de nourriture en augmentant l'emploi. On met ici l'accent sur le lien entre le revenu du ménage et sa consommation d'aliments et sa consommation d'éléments nutritifs dans le but de créer un cadre contextuel pour les futures discussions sur la question.

Les facteurs liés à la consommation de nourriture et d'éléments nutritifs dans un ménage sont d'abord examinés en trois parties. Le niveau de revenu est considéré comme un facteur majeur, bien que l'on fasse une distinction entre la relation revenu-budget alimentaire et la relation revenu-consommation d'éléments nutritifs. Si l'on a observé de façon constante une corrélation positive entre le niveau de revenu et le budget alimentaire, certaines études ont établi une corrélation entre l'augmentation de revenu et l'achat d'aliments moins nutritifs. Il est possible que lorsque le revenu augmente, on dépense davantage pour des aliments de luxe à prix élevé, tandis que le pourcentage du revenu consacré à des produits de première nécessité diminue. Les programmes d'aide alimentaire aux ménages, en particulier le *Food Stamp Program* (FSP), sont définis comme constituant la composante la plus importante du filet de sécurité alimentaire et on a constaté que le FSP avait un effet positif sur le budget alimentaire, l'état nutritionnel, l'énergie nutritive et la consommation d'éléments nutritifs. Le niveau d'études des femmes chef de famille était également corrélé de façon positive au budget alimentaire et à la consommation d'éléments nutritifs. Enfin, la taille de la famille peut avoir un effet positif sur le budget alimentaire, mais négatif sur la consommation d'éléments nutritifs.

L'évolution des structures familiales et l'augmentation du nombre de familles monoparentales auraient également un effet d'accélération sur la tendance à l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Cet effet peut être atténué ou retardé dans les zones rurales où les changements touchant la famille ne sont pas aussi importants – les familles biparentales représentant en effet davantage la norme, la monoparentalité et la vie en solitaire étant moins communes. Si cette réalité est celle de la majorité des habitants des régions rurales, la situation de ceux qui vivent dans des familles monoparentales est peut-être plus difficile que celle de leurs homologues des régions urbaines parce qu'ils doivent faire face à des difficultés économiques plus importantes.

L'étude a également analysé des données ayant trait aux caractéristiques de la société rurale et aux façons dont elles peuvent influencer sur la sécurité alimentaire. La pauvreté n'est pas seulement plus élevée dans les régions rurales que dans les régions urbaines, elle est également caractérisée par des tendances sociodémographiques différentes. Il est plus probable que les communautés rurales soient composées principalement de familles biparentales et les pauvres qui y habitent sont plus susceptibles d'avoir un emploi (travailleur à faible revenu) que de recevoir de l'assistance sociale. La population pauvre des régions rurales contient un pourcentage plus élevé

de personnes âgées et de personnes de race blanche dont le niveau de scolarité est inférieur à celui de leurs homologues des régions urbaines. Le taux de non participation des personnes admissibles au FSP est plus faible dans les régions rurales que dans les régions urbaines et, au milieu des années 1980, les prestations mensuelles moyennes étaient de 368 dollars en milieu urbain et de 222 dollars en milieu rural. Au chapitre de l'insécurité alimentaire et de la faim, les pauvres des régions rurales sont beaucoup plus défavorisés que ceux des régions urbaines. Davies souligne la nécessité d'élaborer de nouvelles politiques ciblant cette population distincte.

Frongillo Jr., A. Edward et Jung Sun LEE. « Food Insecurity Among the U.S. Elderly » *Poverty Research News*, vol. 5, no 2, p. 12-13, 2001.

Mots clés : insécurité alimentaire, personnes âgées, enquête nationale, effet des programmes alimentaires.

La recherche sur la sécurité alimentaire a traditionnellement mis l'accent sur les jeunes adultes et les enfants, négligeant souvent les personnes âgées qui peuvent avoir à faire face à des défis particuliers. À partir des données des enquêtes *Third National Health and Nutrition Examination Survey* et *Nutritional Survey of the Elderly in New York State* ainsi que, dans une moindre mesure, des données de l'étude Longitudinal *Study of Aging* les auteurs ont analysé la question de l'insécurité alimentaire chez les personnes âgées. Cet article est basé sur un document de travail.

Environ 2 % des personnes âgées échantillonnées connaissaient l'insécurité alimentaire. La prévalence du problème augmentait de façon dramatique chez les personnes faisant partie d'un groupe à risque élevé (p. ex., personne isolée socialement ou membre d'une minorité visible). En plus des difficultés liées à l'acquisition d'aliments attribuable au manque d'argent, un des principaux facteurs de l'insécurité alimentaire chez les personnes âgées est l'incapacité de préparer ou de manger les aliments disponibles en raison de déficiences physiques. Les auteurs ont de plus constaté qu'il y avait un lien distinct entre la capacité limitée d'utiliser les aliments, que ceux-ci soient disponibles ou non au sein du ménage, et l'insécurité alimentaire démontrant qu'il s'agit chez les personnes âgées d'un phénomène complexe qui ne se résume pas à une question d'accès.

Lorsque l'on examine les questions de santé chez les personnes âgées, il est souvent difficile de distinguer les problèmes résultant du processus naturel de vieillissement de ceux qui sont la conséquence de l'insécurité alimentaire. Selon les auteurs, que la distinction soit claire ou non, les personnes âgées consomment généralement beaucoup moins que les rations alimentaires recommandées de groupes précis d'éléments nutritifs. Cette déficience est particulièrement marquée chez les personnes âgées qui vivent une situation d'insécurité alimentaire.

Le *Food Stamp Program* et le *Elderly Nutrition Program* sont devenus les principales sources d'aide alimentaire des personnes âgées aux États-Unis. Bien qu'ils reconnaissent qu'il est difficile d'en évaluer l'efficacité, les auteurs signalent que la participation à des programmes d'aide alimentaire n'était pas liée à un meilleur apport nutritionnel, pas plus qu'elle n'était liée à une meilleure santé chez la plupart des personnes âgées. Enfin, les auteurs documentent différentes implications de leurs résultats pour l'élaboration de la politique et la recherche. D'abord, la question des déficiences physiques doit être examinée plus à fond. Ensuite, les programmes d'aide alimentaire doivent veiller plus attentivement à ce que les personnes âgées consomment les niveaux appropriés d'éléments nutritifs. Enfin, de nouvelles études doivent être réalisées dans le domaine de l'évaluation de programme de sorte que l'incidence de la participation à des programmes d'aide alimentaire soit évaluée avec précision.

Quandt, Sara A., et Pamela Rao. « Hunger and Food Security Among Older Adults in a Rural Community », *Human Organization*, vol. 58, no 1, p. 28-35, 1999.

Mots clés : insécurité alimentaire, nutrition, politique alimentaire, personnes âgées des régions rurales, pauvreté.

On reconnaît que les personnes âgées sont particulièrement vulnérables aux conséquences négatives de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Malgré cela, il existe relativement peu de recherches méthodiques sur la sécurité alimentaire chez les personnes âgées et encore moins sur les personnes âgées vivant en région rurale. Les habitants des régions rurales peuvent avoir à surmonter des obstacles uniques à la sécurité alimentaire en raison des expériences de vie et des caractéristiques environnementales particulières au milieu rural. Cette étude, financée par l'Urban Institute et l'University of *Kentucky Research Committee* examine les niveaux et les prédictors de l'insécurité alimentaire chez un échantillon de 192 personnes âgées (65 ans et

plus) d'une région rurale des Appalaches. Les données proviennent d'un plus vaste sondage sur la faim et les personnes âgées effectué en 1993 pour l'*Urban Institute*.

L'étude se concentre sur trois catégories d'obstacles habituellement perçus comme des facteurs de risque liés à un niveau élevé d'insécurité alimentaire : obstacles matériels (faible revenu); obstacles sociaux (réseaux sociaux limités); obstacles liés à la santé. Puisque cette étude était effectuée dans le but d'orienter la politique, l'accent a été mis sur les obstacles plus malléables, plutôt que sur les facteurs sociodémographiques peu flexibles (âge). Selon les résultats, il y avait au moins un indicateur d'insécurité alimentaire dans les réponses de 24 % des participants et deux ou plusieurs indicateurs d'insécurité alimentaire dans les réponses de 10 % d'entre eux. L'indicateur le plus fréquent était d'avoir fait des démarches personnelles au cours des six derniers mois pour pallier le manque de nourriture. La participation à des programmes gouvernementaux était particulièrement faible – seulement 4 % des répondants ont déclaré recourir régulièrement à ces programmes et le Food Stamp Program était le seul à desservir un plus grand nombre de personnes déclarant connaître l'insécurité alimentaire que de personnes ne faisant pas état de ce problème. Tous les obstacles proposés étaient liés à l'insécurité alimentaire, Les trois prédicteurs les plus puissants de l'insécurité alimentaire étaient le revenu, à 150 % ou moins du seuil de pauvreté (obstacle matériel); le fait de prendre au moins trois médicaments prescrits (santé) et le fait de manger seul (social).

Quandt et Rao croient que certains facteurs liés au fait de vivre en région rurale peuvent avoir une influence directe sur les obstacles repérés. De nombreux hommes ont travaillé toute leur vie dans l'industrie des ressources naturelles (exploitation minière, foresterie), industrie exposée à de longues périodes de chômage et à des mises à pied saisonnières et dont les travailleurs ne sont généralement pas couverts par des régimes de pension. L'absence de revenu d'autres sources, tels des investissements et des biens immeubles, est également particulièrement remarquable dans ce contexte. Le départ des jeunes en raison des taux élevés de chômage peut également avoir contribué à l'érosion des réseaux sociaux. Enfin, la faible participation aux programmes gouvernementaux peut être attribuable à une gamme de facteurs, y compris la très grande dispersion de la population et la difficulté d'accès découlant du manque de ressources nécessaires à l'achat d'un moyen de transport, de mauvaises routes et de la rigueur du climat.

Manifestement, des initiatives stratégiques sont nécessaires pour répondre aux besoins des personnes dans cette situation.

Rose, Donald, et Victor Oliveira. « Nutrient Intakes of Individuals from Food-Insufficient Households in the United States », *American Journal of Public Health*, vol. 87, no 12, p. 1956-1961, 1997.

Mots clés : évaluation, éléments nutritifs, insuffisance alimentaire.

Rose et Oliveira cherchent à mieux comprendre le lien entre l'insécurité alimentaire et l'apport d'aliments nutritifs chez trois groupes à risque : les enfants d'âge préscolaire, les femmes adultes et les personnes âgées. À partir des données de l'enquête *Continuing Survey of Food Intake by Individuals*, un ensemble de données représentatif à l'échelle nationale, on a formé des sous-échantillons de 1 379 enfants d'âge préscolaire; de 3 764 femmes adultes et de 2 215 personnes âgées. On a évalué l'apport nutritif dans le cadre d'une entrevue effectuée à la maison et qui portait sur les aliments consommés au cours des dernières 24 heures. Les répondants étaient par la suite divisés en deux groupes selon qu'ils étaient ou non d'accord avec les affirmations suivantes : (1) Assez du type d'aliments que nous voulons manger; (2) Assez, mais pas toujours ce que nous voulons manger; (3) Parfois pas assez de nourriture; (4) Souvent pas assez de nourriture. Les ménages qui étaient d'accord avec l'une des deux dernières affirmations étaient considérés comme souffrant d'insécurité alimentaire. D'autres renseignements ont par la suite été obtenus au sujet des variables sociodémographiques et économiques.

Les analyses statistiques ont permis de constater que les personnes aux prises avec l'insécurité alimentaire avaient un faible niveau de revenu et de scolarité et étaient plus susceptibles de vivre dans un ménage dirigé par un adulte seul. C'est dans le groupe des personnes âgées que l'on a constaté la corrélation la plus étroite entre l'insuffisance alimentaire et l'apport nutritif, celles-ci ne consommaient en moyenne que 58 % de l'apport énergétique quotidien recommandé, donc moins que les rations alimentaires recommandées pour de nombreux éléments nutritifs. Les femmes adultes qui faisaient l'expérience de l'insuffisance alimentaire étaient 1,4 fois plus susceptibles que les autres femmes adultes de consommer moins de 50 % de l'apport énergétique recommandé et, dans le cas de six éléments nutritifs, consommaient moins des deux tiers des rations alimentaires recommandées. Les résultats des enfants d'âge préscolaire étaient les moins concluants et aucun lien solide n'a été établi, pour ce groupe, entre l'insuffisance alimentaire et

l'apport réduit. Une explication plausible de cette situation est que dans les familles souffrant d'insécurité alimentaire, les mères se privent pour que les enfants aient une alimentation adéquate.

Les auteurs s'interrogent également sur la validité des instruments d'auto-évaluation de la faim et répondent semble-t-il de façon affirmative. Les ressources publiques diminuant, il n'est plus aussi facile qu'avant d'effectuer des enquêtes détaillées et coûteuses. Ils soutiennent donc qu'il est essentiel de pouvoir compter sur la crédibilité de mesures simples et rapides, tels les sondages d'auto-évaluation, pour évaluer l'insécurité alimentaire.

Starkey, L.J., H.V. Kuhnlein et K. Gray-Donald. « Food Bank Users: Sociodemographic and Nutritional Characteristics », *Canadian Medical Association Journal*, vol. 158, no9, p. 1143-149, 1998.

Mots clés : définitions/modèles conceptuels, aide alimentaire, caractéristiques sociodémographiques, nutrition.

Depuis leur introduction en 1980, les agences privées d'aide alimentaire, ou banques alimentaires, sont omniprésentes dans notre société. Le but des auteurs est d'examiner les caractéristiques sociodémographiques et nutritionnelles des personnes qui ont besoin de ce service. Une enquête a été réalisée auprès de 490 clients de 57 banques alimentaires de la région urbaine de Montréal. L'échantillon comprenait un nombre égal d'hommes et de femmes, l'âge moyen était de 41 ans et la fourchette d'âges était de 18 à 85 ans. Les données ont été recueillies dans le cadre d'entrevues individuelles en deux volets : les caractéristiques sociodémographiques et les aliments consommés au cours des dernières 24 heures. Les participants ont répondu à des questions concernant leur origine ethnique, leur langue, leurs niveaux d'études, leur âge et le sexe des membres à nourrir du ménage, leur santé et leur revenu. Le second volet comprenait des questions sur l'apport alimentaire, la consommation de cigarettes, d'alcool et le recours à des programmes d'aide alimentaire au cours des dernières 24 heures.

La plupart des participants ont déclaré être en bonne santé, bien que l'indice de la masse corporelle moyenne dépassait la limite supérieure recommandée, particulièrement dans le cas des clients de plus de 50 ans. Chez les 126 personnes qui ont déclaré souffrir de problèmes de santé ou d'affections chroniques, les plus communs étaient des affections chroniques (dos,

yeux, oreilles), suivis de problèmes médicaux (hypertension, diabète, cancer), les problèmes psychologiques, les préoccupations d'ordre alimentaire, etc.

Les 490 participants représentaient des ménages responsables de l'alimentation de 1 170 personnes, chaque ménage comprenant en moyenne 2,4 personnes. Environ le tiers avait moins de dix-huit ans et, encore une fois, le tiers de ces personnes était des enfants de familles monoparentales. La principale source de revenu était l'aide sociale et seulement 2,6 % des personnes avaient un emploi rémunéré. Le revenu des personnes qui travaillaient demeurait extrêmement bas (travailleur à faible salaire). Le revenu mensuel moyen des familles visées par cette étude était d'environ 900 \$ par mois, ce qui est bien au-dessous du seuil de faible revenu de 1 816 \$, bien que presque la moitié des hommes et que 27,4 % des femmes de l'échantillon avaient fait leurs études postsecondaires.

Le tiers des personnes demandant une aide alimentaire étaient des utilisateurs fréquents, tandis que 14,7 % se présentaient pour la première fois dans une banque alimentaire. La plupart des répondants (85,1 %) ont dit que c'est parce qu'il ne leur restait pas assez d'argent après avoir payé leurs factures qu'ils avaient recours à la banque d'alimentation. Selon les résultats de l'enquête, la probabilité d'utiliser une banque alimentaire est à peu près la même pour les hommes et les femmes.

Le revenu de l'aide sociale est inférieur à ce dont ces familles ont besoin pour répondre à leurs besoins essentiels, elles doivent donc s'adresser aux banques d'alimentation. La fréquentation de ces banques est si importante qu'elles deviennent des institutions permanentes et nécessaires des communautés, plutôt que des fournisseurs de services d'urgence. Le fait qu'un grand nombre d'utilisateurs soient en âge de travailler est également d'une importance cruciale dans la perspective d'une réflexion sur la productivité de la main-d'œuvre ainsi que sur le capital social et humain. Enfin, il est intéressant de noter que l'on a pas observé ici la concentration habituelle de certains sous-groupes d'utilisateurs (les très jeunes, les personnes âgées et les parents seuls), ces personnes vont peut-être chercher de l'aide auprès d'autres sources.

Wilde, Parke, et Christine Ranney. *A Monthly Cycle in Food Expenditure and Intake by Participants in the U.S. Food Stamp Program*, Discussion Paper no. 1163-98, Institute for Research on Poverty, University of Madison-Wisconsin, 1998.

Mots clés : budget alimentaire, apport alimentaire, Food Stamp Program.

La consommation d'aliments des personnes qui souffrent d'insécurité alimentaire est souvent inégale au fil du temps. Les auteurs veulent étudier les cycles mensuels des dépenses et de l'apport alimentaires des bénéficiaires du *Food Stamp Program* (FSP, leurs répercussions sur la recherche et les politiques liées à l'insécurité alimentaire ainsi que l'efficacité du FSP. Les cycles mensuels de différents groupes ont été analysés à partir des données de deux enquêtes représentatives à l'échelle nationale la *Diary of Consumer Expenditure Survey* et la *Continuing Survey of Food Intake by Individuals*.

La courbe générale des dépenses et de l'apport alimentaires de ces personnes est caractérisée par un point culminant correspondant aux trois jours suivants la réception de l'aide, dans ce cas-ci les coupons alimentaires, et par un déclin vers la fin du mois. On a constaté peu de variations dans la courbe des dépenses, mais lorsque la courbe de l'apport alimentaire est examinée, plusieurs différences remarquables ressortent. La courbe de l'apport alimentaire des bénéficiaires de l'*Aid for Families with Dependent Children* était assez stable au cours du mois comparativement à celle des non-bénéficiaires recevant une aide moins importante du FSP, et déclinait abruptement durant la dernière semaine du mois. En tenant compte du sexe du chef du ménage, on a constaté que l'apport alimentaire des ménages dirigés par une femme connaissaient peu de fluctuations au cours du mois; les ménages comprenant deux adultes (probablement un couple), des fluctuations modérées, tandis que les fluctuations étaient plus marquées dans les ménages dirigés par un homme. En ce qui concerne la fréquence du magasinage, les bénéficiaires de coupons alimentaires faisaient une quantité importante d'achats une fois par mois ou moins, comportement associé aux fluctuations plus marquées de l'apport alimentaire. On peut penser que les personnes à faible revenu font face à des obstacles (transport, conservation des aliments) lorsqu'il s'agit d'acheter des aliments. Lorsque l'on compare les familles qui n'ont pas d'enfants à celles qui en ont, on peut constater l'existence de variations au sein des familles et entre elles. De tous les groupes, l'apport alimentaire des enfants était le plus élevé par rapport aux rations recommandées quotidiennement, tandis que les parents absorbaient la majorité des fluctuations, sans doute pour éviter que l'apport de leurs enfants soit insuffisant.

De nombreuses répercussions de cette étude du point de vue de la recherche et des politiques sont discutées. Les observations relatives aux fluctuations caractérisant les dépenses et l'apport

alimentaires nous amènent à nous interroger sur la façon de stabiliser ce cycle. Si le *Food Stamp Program* est américain, les constatations discutées ici peuvent être extrapolées et appliquées dans le contexte canadien aux personnes qui reçoivent de l'aide sociale et à leur profil de gestion des aliments au cours du mois. Les fluctuations de l'apport alimentaire peuvent être source de problèmes importants au chapitre de la santé des parents, du développement des enfants et de la qualité du capital humain.

Daily Food Bank. *Can Welfare Recipients Pay Rent and Eat Too? A Comparison of Shelter Allowances and Spending on Accommodation Among Welfare Recipients Served by Food Banks in Toronto*, Daily Bread Food Bank, Toronto, septembre 1996.

Mots clés : réforme de l'assistance sociale, prestations d'aide sociale, insécurité alimentaire.

En 1995, l'Assistance générale en bien-être (AGB) a été réduite de 21,6 % en Ontario, ce qui a eu des conséquences importantes sur la vie des prestataires. Nombre d'entre eux ont, en effet, été forcés de puiser dans leur allocation de subsistance de base pour payer leur loyer, c'est le sujet de cette étude. La *Daily Bread Food Bank* effectue chaque année une enquête sur les bénéficiaires de l'aide alimentaire en interviewant les utilisateurs des banques alimentaires locales et communautaires de la Région du Grand Toronto. Selon leurs constatations, au printemps de 1996 66 % des personnes seules recevant l'AGB payaient un loyer supérieur à l'allocation-logement maximale (43 % en 1995). Cette tendance a également été observée chez les parents seuls et les couples ayant un ou deux enfants dont respectivement 50 % et 75 % paient un loyer supérieur à l'allocation-logement.

Dans la mesure où les gens n'ont d'autre choix que de prendre un logement dont le coût est excessif, ils doivent puiser dans leur budget alimentaire pour payer leur loyer, ce qui diminue leur capacité de financer d'autres biens de première nécessité. L'ajustement de l'aide sociale aux coûts économiques est essentielle si l'on veut éviter l'insécurité alimentaire et protéger le bien-être et la santé des bénéficiaires et de leurs enfants. Une mauvaise santé peut également diminuer la capacité des adultes de chercher un emploi.

Daily Bread Food Bank. *Who Goes Hungry? A Profile of Food Recipients in the GTA Served by Member Agencies of the Daily Bread Food Bank*. Daily Bread Food Bank, Toronto, octobre 1996.

Mots clés : banques alimentaires, utilisateurs, caractéristiques.

À partir des données de l'enquête menée en 1996 par la *Daily Bread Food Bank* auprès de 900 utilisateurs de banques alimentaires de la Région du Grand Toronto, ce rapport définit les facteurs qui font qu'une personne risque de connaître la faim et l'incidence politique de ces constatations. Ainsi les personnes âgées de 25 à 49 ans, les femmes, les personnes qui vivent seules, celles qui ont des enfants, les enfants (plus de deux fois plus à risque que les adultes), les personnes qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires, les chômeurs, les bénéficiaires d'une forme quelconque d'aide sociale, les personnes qui paient un loyer supérieur à la limite d'allocation-logement et celles qui ont recours à des stratégies pour étirer leur budget sont plus à risque de connaître la faim.

Les auteurs affirment que les programmes visant à répondre aux besoins des enfants doivent répondre aux besoins de toutes les familles ayant des enfants et de tous les membres de ces familles. En effet, pour grandir et se développer de façon adéquate, les enfants ont besoin de recevoir des soins de différents niveaux, y compris l'encadrement assuré par de bonnes pratiques parentales et qui est impossible sans la sécurité alimentaire pour tous les membres de la famille. Les auteurs soulignent également qu'en vertu de la réglementation actuelle sur l'aide sociale, les familles qui comptent deux parents sont économiquement défavorisées et que cette situation doit changer si l'on veut encourager les familles à rester ensemble. Ils mentionnent ensuite que des emplois doivent être disponibles pour que les assistés sociaux puissent réussir une transition permanente vers la main-d'œuvre active. En effet, bon nombre des clients des banques alimentaires ne réussissent pas à se trouver un emploi bien qu'ils soient suffisamment scolarisés. Il faut aussi que des logements abordables soient disponibles. Généralement, les bénéficiaires de l'aide alimentaire consacrent de 50 à 60 % de leur revenu à leur loyer et ne peuvent par conséquent subvenir à d'autres besoins. Les allocations-logement doivent donc mieux tenir compte des prix réels du marché. Enfin, le recours au secteur caritatif, sans but lucratif, ne suffit pas.

2.4 Facteurs d'insécurité alimentaire

Daily Bread Food Bank. Toronto's Hungry Children: *The Impact of Welfare Reductions on Children in the Greater Toronto Area*, Daily Bread Food Bank, Toronto, juin 1996.

Mots clés : insécurité alimentaire, faim, enfants, bien-être.

Depuis la diminution en 1995 des prestations d'Assistance générale en bien-être (AGB), le nombre de familles qui ont recours aux banques alimentaires dans la Région du Grand Toronto (RGT) a augmenté considérablement. La *Daily Bread Food Bank*, une organisation locale, sans but lucratif, de la RGT veut documenter cette tendance et plus précisément ses effets sur les enfants. Dans l'ensemble, le nombre de personnes qui ont recours aux banques alimentaires a augmenté considérablement durant l'année 1995-1996, ce qui correspond à la diminution de l'AGB. Il s'ensuit que le nombre d'enfants ayant besoin de l'aide des banques alimentaires a également augmenté, soit d'environ 65 % sur une année.

La *Daily Bread Food Bank* a estimé qu'en 1995, 11 % des enfants dépendants des banques alimentaires souffraient de la faim au moins une fois par semaine et ce chiffre est passé à 16 % en 1996. Si les enfants sont souvent les derniers à connaître la faim dans les ménages souffrant d'insécurité alimentaire, ces estimations peuvent être indicatives de niveaux extrêmes de privation au sein de cette population. La coïncidence temporelle entre l'augmentation de l'insécurité alimentaire et la réduction des prestations d'AGB implique un lien de causalité directe. Il y aurait donc lieu de porter attention à la question dans l'élaboration de politiques et de programmes.

Daily Bread Food Bank. *The Difference a Job Makes: Hunger Among Working and Unemployed People Served by Food Banks.*, Daily Bread Food Bank, Toronto, mars 1997.

Mots clés : faim, insécurité alimentaire, revenu, emploi.

À partir des résultats de l'enquête effectuée en 1996 par la *Daily Bread* auprès de personnes recevant de l'aide alimentaire dans la Région du Grand Toronto, ce rapport examine la situation des chômeurs recevant de l'aide alimentaire et de personnes ayant un emploi à plein temps ou à temps partiel. Si la faim prévalait dans les trois groupes, elle était beaucoup plus répandue chez les personnes ayant un emploi à temps partiel et les chômeurs. On estime qu'environ 2,9 % des bénéficiaires de l'aide alimentaire avaient un emploi à plein temps et que 7,7 % d'entre eux travaillaient à temps partiel; plus de la moitié des répondants ont déclaré être en chômage. Parmi les personnes employées à plein temps et en chômage, environ 15 % avaient un diplôme collégial ou universitaire, ce qui est également le cas de plus d'un tiers des personnes employées à temps partiel. Si l'emploi et l'éducation formelle sont souvent corrélés à une plus grande

sécurité alimentaire, les données présentées ici indiquent que ce lien ne se retrouve pas toujours de façon consistante.

On a également observé que, relativement à l'expérience de la faim, les variations entre les groupes correspondaient à des différences fondées sur le revenu et les dépenses de logement. Bien que les bénéficiaires de l'aide alimentaire sont généralement caractérisés par un faible revenu, plusieurs recevant de l'aide sociale, ceux qui occupent un emploi à plein temps gagnent remarquablement plus et souffrent donc moins de l'insécurité alimentaire. Ils consacrent également un pourcentage moins élevé de leur revenu mensuel disponible au logement, augmentant la partie du revenu disponible pour des aliments, réduisant en bout de ligne la probabilité d'insécurité alimentaire. Cette recherche souligne l'importance du revenu en tant que facteur du contexte économique influant sur la probabilité de souffrir d'insécurité alimentaire et par conséquent définit la sécurité du revenu comme un prérequis à la sécurité alimentaire.

Mauldon, J. *Predicting Hunger and Overcrowding: How Much Difference Does Income Make?* Discussion Papers no. 1114-96, Institute for Research on Poverty, University of Madison-Wisconsin, octobre 1996.

Mots clés : faim, pauvreté, indicateurs, validité.

Dans le cadre de cette étude, on a interviewé, par téléphone, 2 214 adultes de Los Angeles, San Bernardino, Alameda et San Jaquin recevant des prestations en vertu du programme *Aid for Families With Dependant Children* afin d'examiner la question de la pauvreté et du surpeuplement ainsi que la validité du revenu en tant qu'indicateur de la privation. La faim est définie dans ce contexte comme le fait de ne pas avoir eu suffisamment de nourriture à un moment quelconque des douze derniers mois en raison du manque d'argent. Quatre des principaux problèmes associés à l'utilisation du revenu comme indicateur de difficulté matérielle (p. ex., la faim) sont discutés : 1) l'utilisation du revenu brut; 2) la sensibilité des évaluations de l'envergure de la pauvreté de la population ciblée durant la période choisie (p. ex., le nombre de personnes souffrant de la pauvreté est habituellement plus élevé lorsque des périodes plus courtes sont visées; 3) le fait que l'état de pauvreté soit établi pour l'ensemble du ménage, ce qui suppose que tous les membres du ménage ont un accès égal aux ressources; 4) l'établissement d'un seuil de pauvreté fondé sur une mesure absolue de la pauvreté créée en 1967, indexée annuellement pour tenir compte de la hausse des prix, mais pas de l'évolution des tendances de

consommation ou de l'augmentation générale du niveau de vie. Si le revenu et la pauvreté sont des facteurs de la faim, les auteurs soutiennent que lorsqu'ils sont utilisés de façon isolée ils constituent de piètres indicateurs. Selon eux, la méthode la plus efficace pour déterminer l'intensité de la faim est de poser directement aux gens des questions sur leur expérience.

Olson, C.M., B. S Rauschenback, E.A. Frongillo Jr. et A. Kendall. *Factors Contributing to Household Food Insecurity in a Rural Upstate New York County*. Discussion Papers no. 1107-96, Institute for Research on Poverty, University of Madison-Wisconsin, septembre 1996.

Un échantillon d'environ 200 femmes ayant des enfants et vivant dans une région rurale du nord de l'État de New-York a servi à cette étude sur l'insécurité alimentaire. Deux mesures indépendantes de l'insécurité alimentaire ont été utilisées : les provisions du ménage et la mesure Radimer/Cornell, déjà validée. Les variables suivantes ont été définies comme étant liées de façon significative à l'insécurité alimentaire : le faible revenu, le faible niveau de scolarité, la monoparentalité, la situation de locataire, le fait que le ménage soit composé de six personnes ou plus, l'appartenance à une minorité raciale ou ethnique. Selon les auteurs, il est essentiel que la conception d'un cadre de recherche devant servir à l'étude de l'insécurité alimentaire reconnaisse de multiples facteurs sociodémographiques et environnementaux comme déterminants du risque d'insécurité alimentaire au niveau individuel et au niveau du ménage.

3. Cadre de recherche sur l'absence de sécurité alimentaire

3.1 Introduction

Ce cadre de recherche examine la question de l'absence de sécurité alimentaire du point de vue de Développement des ressources humaines Canada. Bien que les questions plus générales comme la sécurité alimentaire nationale et locale, le droit à la nourriture, la nourriture vue comme un simple bien de consommation, les lacunes du marché en matière de nutrition, l'infrastructure alimentaire communautaire et institutionnelle et les changements des habitudes culinaires ne soient pas traitées de façon particulière, elles sont ici reconnues comme des facteurs contextuels.

Cette étude-ci traite de l'insécurité – l'insécurité alimentaire y étant considérée comme une manifestation extrême de l'insécurité chez la personne et chez les ménages. La Direction générale de la recherche appliquée a également étudié d'autres formes d'insécurité telles l'insécurité d'emploi et l'insécurité financière.

Ce cadre fournit une structure pour l'étude de l'absence de sécurité alimentaire et du lien entre les variables connexes. À partir du cadre, des questions provenant d'autres enquêtes sont suggérées en guise de supplément à l'Enquête nationale sur la santé de la population. La Direction générale de la recherche appliquée élabore en collaboration avec Statistique Canada la version finale des questions pour le supplément.

3.1.1 De vieux problèmes dans de nouveaux contextes

Les pays industrialisés se distinguent par une prospérité croissante profitant de façon générale à toute la population; les logements convenables, la santé, l'éducation et de bonnes perspectives d'avenir en sont les signes. Au cours des années d'après-guerre, ces pays se sont efforcés d'assurer à leurs citoyens un niveau d'alimentation, de logement et de revenu de base au moyen de mesures économiques et de mesures d'aide sociale. Lorsque sont arrivées les années soixante et soixante-dix, beaucoup avait été fait pour éliminer la pauvreté. Cependant, la mondialisation des économies, qui se veulent dorénavant fondées sur l'information, entraîne dans les grands pays industrialisés une transformation qui a des répercussions sur leur situation économique. Les gouvernements, y compris celui du Canada, ont entrepris une réforme majeure de leurs politiques sociales. Au cours des dernières années, des problèmes sociaux importants,

notamment l'itinérance et le manque de nourriture, sont réapparues. Ces problèmes sont particulièrement consternants pour des pays comme le Canada dont les réserves de nourriture et le parc de logements sont suffisants et qui ont conservé leurs politiques de protection du revenu.

Les questions liées à l'alimentation ont trait à la fois à la sécurité et à l'accès (voir la définition d'Anderson ci-après). La question de la disponibilité a trait à la production et à la distribution des aliments de sorte qu'il soit possible de les obtenir. Bien qu'il puisse y avoir des problèmes d'offre locale et nationale d'aliments au Canada, ceux-ci ne sont pas l'objet de la présente étude. Par contre, l'accès à la nourriture est lié au processus de consommation des personnes et des ménages. L'accès suppose un niveau de ressources financières suffisant pour acheter de la nourriture aux prix du marché, la capacité de se déplacer pour se rendre aux endroits où la nourriture est disponible et la capacité de la conserver jusqu'à l'utilisation. Le fait de mettre uniquement l'accent sur l'accès ne signifie pas qu'il revient aux particuliers de trouver des solutions à ce problème, mais qu'à des fins stratégiques, il faut examiner le problème d'un point de vue individuel.

Pour quelles raisons la sécurité alimentaire des ménages n'est-elle pas assurée dans le nouveau contexte? Les anciennes hypothèses concernant l'absence de sécurité alimentaire perdurent. On a tendance à simplifier exagérément le problème du manque de nourriture et à l'attribuer exclusivement à une mauvaise gestion du revenu (du point de vue de l'acquisition d'un revenu ou de la budgétisation des ressources) et, par conséquent, à tenter de le régler par des programmes de sécurité du revenu qui obtiennent un succès discutable. Selon certaines indications, les ménages qui souffrent d'insécurité alimentaire ne sont pas tous arrivés à cette situation de la même façon. Leurs stratégies pour y faire face ne devraient donc pas être nécessairement les mêmes. Si tel est le cas, les mesures stratégiques prises dans ce contexte doivent également être diversifiées. L'absence de sécurité alimentaire découle de réactions inefficaces au changement du contexte entraînant un ensemble de désavantages sur le plan du revenu, de la santé, de l'employabilité et des attentes; ces désavantages ne sont pas uniquement les manifestations du manque de revenu, mais également d'une pauvreté extrême. Il est essentiel d'en venir à une compréhension réaliste de l'absence de sécurité alimentaire ainsi que des mécanismes disponibles pour une intervention gouvernementale et non gouvernementale.

Ce cadre de recherche fournit une toile de fond aux discussions concernant la collecte de données, l'établissement de liens et l'élaboration de recherches et de politiques. Il a été conçu afin de permettre l'élaboration d'indicateurs du problème, de tenir compte de l'interaction entre les gens et le contexte dans lequel ils vivent, mais en mettant l'accent sur la consommation. Le document de travail et le cadre ont été modifiés après un vaste examen public. Les composantes du cadre sont discutées plus en détails plus loin. Les questions qui se posent en matière de politique et de recherche sont définies pour chacune des sections. À partir de l'examen des questions utilisées dans des études précédentes, les questions et les séries de questions utilisées dans les discussions avec Statistique Canada sont également fournies.

Un module sur l'insécurité alimentaire a été ajouté à l'Enquête nationale sur la santé de la population de 1998. Ce n'était pas le véhicule idéal et les besoins en matière de données n'ont pas tous été satisfaits, ce module présente toutefois de nombreux avantages.

3.1.2 Les conséquences de l'absence de sécurité alimentaire dans les pays où la « nourriture est abondante »

Nous examinons les diverses expériences de ceux qui connaissent l'insécurité alimentaire afin, notamment, de repérer les populations vulnérables et à risque dans le but d'élaborer des mesures stratégiques de prévention et de soutien adéquates. Il est donc important d'inclure tant les personnes en situation d'insécurité alimentaire que celles qui manquent réellement de nourriture.

L'insécurité alimentaire est un processus géré (Tarasuk, 2001), composé d'une série d'événements, au cours duquel les personnes font des choix. La durée de la démarche vers l'insécurité alimentaire peut donc varier en fonction des stratégies d'adaptation qui la caractérisent et de ses conséquences. L'insécurité alimentaire peut être de nature épisodique et temporelle.

Les gens éprouvent un sentiment de sécurité lorsqu'ils disposent d'un éventail d'options, dont la plupart sont souhaitables, et savent qu'ils peuvent s'en prévaloir. L'insécurité s'installe lorsque l'éventail d'options se rétrécit, que la plupart deviennent moins souhaitables et que la possibilité de pouvoir exercer ces options est incertaine. Certains soulignent que les économies alimentaires sont pratiquées par des personnes de tous les niveaux de revenu; les personnes pauvres ont cependant un moins grand pouvoir de décision sur la durée, le type et la teneur de ces économies alimentaires ou sur les solutions possibles face à la nécessité de telles économies. La sécurité et

l'insécurité alimentaires ont l'une et l'autre diverses conséquences sur le comportement. Les personnes qui sont dans une situation de sécurité alimentaire peuvent concentrer leurs efforts sur des buts autres que la simple survie, prendre des risques lorsqu'elles profitent des possibilités qui s'offrent à elles, penser à l'avenir et développer leur capital économique, social et humain (Starkey et coll., 1998), ce que ne peuvent faire les personnes qui vivent dans l'insécurité. Le fait de connaître les conséquences du manque de nourriture et d'en avoir déjà fait l'expérience peut accroître l'inquiétude (voir le tableau 2).

Il convient de commencer par préciser la notion de sécurité alimentaire de façon à ce qu'il soit possible de repérer les personnes qui n'ont pas été en mesure d'obtenir ce résultat. La sécurité alimentaire correspond à la certitude de pouvoir disposer d'une nourriture suffisante dans un avenir prévisible. Les éléments de la sécurité alimentaire semblent être les suivants : les moyens et la capacité de se procurer de la nourriture, la consommation d'aliments de bonne qualité en quantité suffisante et le respect des besoins nutritionnels. Si ces éléments s'appliquent également aux pays en développement, la différence tient du fait que, dans le contexte canadien actuel, cela doit se faire selon les normes de respectabilité de la société (sans avoir à recourir à des sources d'aide alimentaire d'urgence ou à des œuvres de bienfaisance ou, encore, à tenter d'obtenir de la nourriture un peu n'importe où) et de façon équilibrée (c'est-à-dire sans devoir éliminer les choses nécessaires pour fonctionner et connaître le bien-être dans la société moderne, comme les soins médicaux, les moyens de transport, etc.).

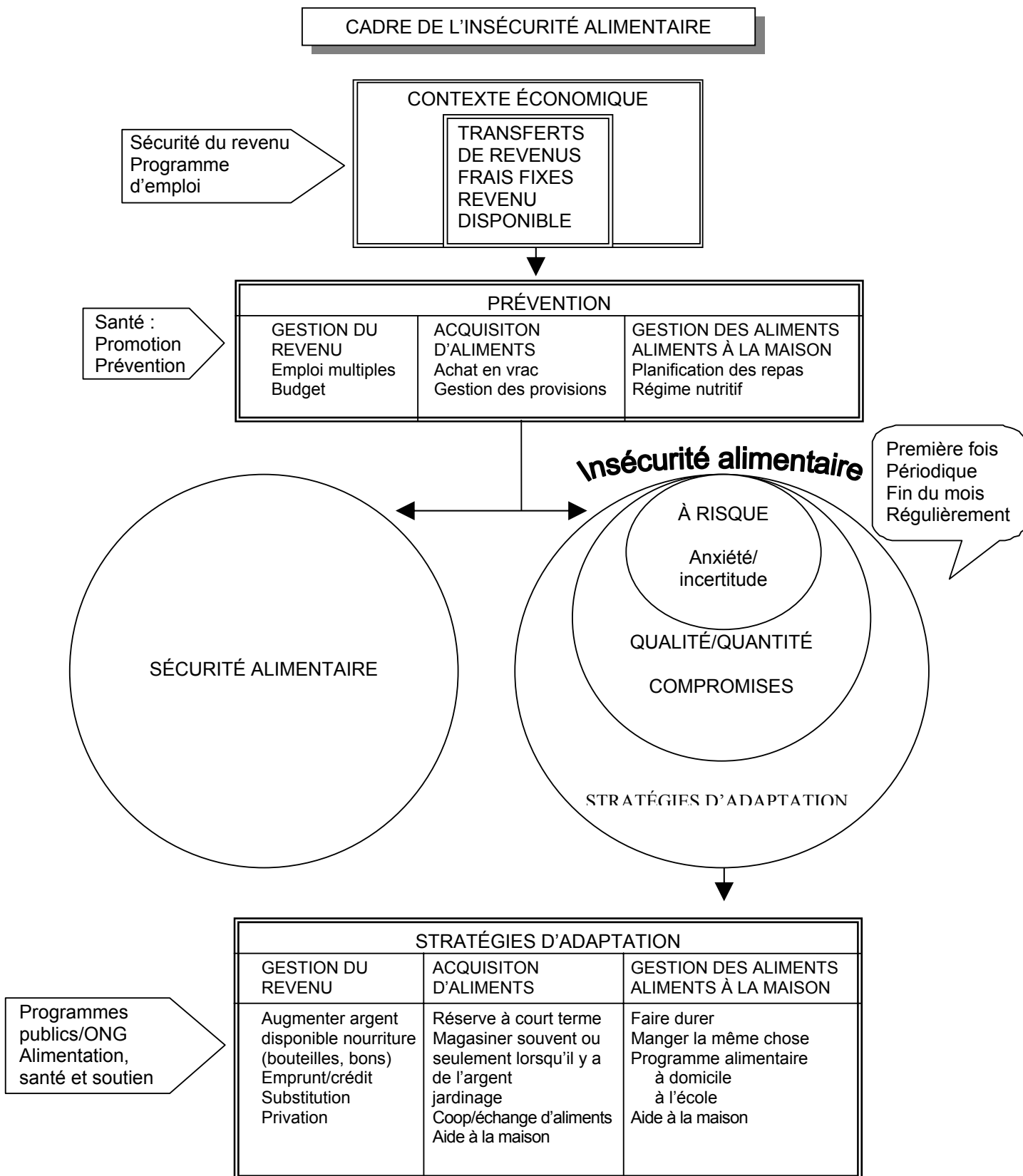
Tableau 2 : **Conséquences de l'insécurité alimentaire pour la personne et les ménages**

Sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire
Se concentrent sur leurs buts	Se concentrent sur la survie, n'ont peut-être pas beaucoup de temps
Tirent parti de possibilités et prennent des risques	Manquent de ressort, pas de solution de rechange
Pensent à l'avenir	Vivent au jour le jour
Développent leur capital social et humain	Ont de la difficulté à investir dans leur développement
Peuvent établir un réseau de soutien	N'ont pas un très bon réseau social
Ont un revenu de travail adéquat	Travaillent à faible salaire ou sont sans emploi
Ont une bonne santé générale	Présentent une incapacité ou un problème de santé chronique

On a défini la sécurité alimentaire comme l'accès pour tous et en tout temps à suffisamment de nourriture pour mener une vie active et être en bonne santé. Elle comprend, à tout le moins, la disponibilité d'aliments nutritionnellement appropriés et sûrs pour la santé; la capacité assurée d'acheter des aliments acceptables par des moyens socialement acceptables (Anderson, 1990). On trouve une définition canadienne semblable. On dit que les gens vivent dans une situation de sécurité alimentaire lorsqu'ils sont en mesure de se procurer une quantité suffisante d'aliments sûrs pour la santé, qu'ils aiment et qui contribuent à assurer leur bonne santé. La manière dont ils se procurent ces aliments doit leur permettre de préserver leur fierté et celle de leur famille (Association pour la santé publique de l'Ontario, 1995).

Les personnes qui vivent dans une situation d'insécurité alimentaire sont celles qui n'arrivent pas à respecter cet objectif. Les deux définitions américaines suivantes l'illustrent bien : l'absence de sécurité alimentaire correspond à l'incapacité de se procurer, par des moyens socialement acceptables, ou de consommer des aliments de qualité adéquate en quantité suffisante ou à l'incertitude par rapport à la capacité de le faire (Radimer et coll., 1992); il y a insécurité alimentaire dans toute situation où l'approvisionnement en aliments nutritionnellement appropriés et sûrs pour la santé est déficient ou lorsque la capacité de se procurer des aliments acceptables par des moyens socialement acceptables est limitée ou incertaine (Anderson, 1990). On trouve les mêmes points dans une définition canadienne, qui précise que l'insécurité alimentaire correspond à l'incapacité de se procurer des aliments nutritifs qui nous sont acceptables en quantité suffisante selon les moyens normaux ou à l'incertitude quant à la capacité de pouvoir le faire (Davis et Tarasuk, 1994).

Figure 1 : Cadre de l'insécurité alimentaire



Dans le présent cadre, une distinction est faite entre les personnes qui souffrent de l'absence de sécurité alimentaire et celles qui vivent une situation d'insécurité alimentaire, dans l'esprit de la définition qui précède. Aux fins de l'étude, les personnes qui manquent de sécurité alimentaire (1) ne sont pas certaines de pouvoir se procurer et consommer une quantité suffisante d'aliments de qualité appropriée selon les moyens ordinaires; (2) consomment des aliments qui ne sont pas nutritionnellement appropriés; (3) réduisent la quantité et la qualité des aliments qu'elles consomment; (4) se procurent des aliments et mangent par l'entremise de moyens autres que les moyens ordinaires (socialement inacceptables) ou en sacrifiant autre chose (épuisent leur avoir, n'achètent pas les médicaments dont elles ont besoin, etc.). Cette définition reconnaît qu'il y a une progression dans la gravité du processus menant à l'insécurité alimentaire (Wolfe et coll., 1998) et que les conditions peuvent être cumulatives.

3.1.3 Le nouveau contexte

Au Canada, comme ailleurs, le travail et la famille, et non l'État, étaient les éléments fondamentaux du bien-être social. La gamme des programmes gouvernementaux disponibles ont été conçus à partir de cette hypothèse et jouent par conséquent un rôle secondaire, un rôle de protection sociale. Selon certains indices, durant cette période de transition, la famille et le marché du travail ont changé radicalement sous l'influence de forces exogènes comme la mondialisation des marchés et du capital, le bouleversement des marchés du travail, les changements démographiques comme le vieillissement de la population et un accroissement de sa diversité. L'augmentation du nombre de divorce et de séparation, la diminution du taux de fertilité et l'incapacité d'amasser un avoir et de s'assurer une certaine sécurité en participant au marché du travail ont changé la structure, la composition et la fonction de la famille. Certaines familles contractent des dettes face à des situations imprévues parce qu'elles ne disposent pas d'un revenu suffisant. Ces changements ont donné lieu à une réapparition de problèmes que l'on croyait réglés ou auxquels on croyait accorder l'attention requise.

La réforme des politiques sociales et la modification des programmes gouvernementaux ont également eu une incidence. Le Canada, à l'instar d'autres pays industrialisés, tente d'apporter aux politiques les modifications requises par ce nouveau contexte. Bien que le gouvernement ait continué d'assumer son rôle, la tendance a été, d'une part, de fier davantage aux marchés et, d'autre part, de laisser la responsabilité retomber sur la famille ou la collectivité.

Des facteurs sociaux, juridiques et institutionnels, de même que des facteurs liés à l'infrastructure peuvent intervenir dans l'absence de sécurité alimentaire. Ils sont pris en compte dans le contexte. Ce sont toutefois les facteurs économiques qui sont mis au premier plan.

Ainsi, l'interruption de l'emploi, les emplois non conventionnels ou le fait d'être sans emploi peuvent entraîner un revenu faible ou irrégulier ou, encore, l'absence de revenu. Il arrive en outre que le revenu diminue ou disparaisse avec le départ ou l'incapacité d'un membre de la famille qui touchait un revenu (maladie, décès ou divorce). Un faible revenu persistant est associé à la maladie et à des taux élevés d'incapacité, ce qui peut avoir des conséquences sur l'accès à la nourriture. Certaines données indiquent en outre que le système, ou l'infrastructure, défavorise les personnes dont le revenu est inférieur à un certain niveau. Par exemple, les personnes qui ont un faible revenu n'ont peut-être pas la possibilité de comparer les prix pour acheter à meilleur marché si elles n'ont pas de voiture ou ne peuvent payer les frais de transport. Certains chercheurs ont constaté que les caractéristiques de la collectivité sont des variables pertinentes au chapitre de l'insécurité alimentaire (Olson, C.M. et coll., 1996). D'autres ont remarqué un changement dans les habitudes de consommation alimentaire, la préférence étant accordée aux aliments préparés ou transformés, ce qui veut dire que les gens sont moins habitués à faire la cuisine alors que la nourriture maison coûte moins cher.

Défis en matière de recherche et de politiques

Des données démographiques de base sont nécessaires pour comprendre les caractéristiques des personnes qui ne vivent pas en situation de sécurité alimentaire. Des renseignements de base sur leur emploi et leur état de santé seraient également précieux.

Sur le plan des politiques, la question plus générale qui se pose est de savoir dans quelle mesure les transferts de revenu permettent à la personne et à la famille de maintenir un niveau de vie socialement acceptable, tout en devant continuer d'acheter la nourriture. Un minimum seulement étant garanti, la marge de manœuvre est un élément clé. En outre, contrairement à certains pays comme les États-Unis, qui offrent des programmes d'aide alimentaire, par exemple les coupons alimentaires, le Canada, au niveau fédéral du moins, n'offre aucun programme de ce genre. Plusieurs provinces ont discuté de la valeur de l'aide alimentaire aux enfants sous la forme de

programmes de petits-déjeuners et de déjeuners à l'école. Les programmes de sécurité du revenu sont-ils suffisants pour prévenir le problème et aider les personnes qui manquent de nourriture?

3.2 Revenu et dépenses

Les sources de nourriture socialement acceptables étant offertes par le marché, le revenu constitue une variable cruciale. En fait, certains chercheurs soutiennent que tous les obstacles à l'accès à une nourriture suffisante peuvent être ramenés au revenu. Les sources du revenu et leur fiabilité pour ce qui est de la stabilité des rentrées et des montants sont importantes au niveau individuel et au niveau des ménages. Les ménages ont travaillé pour maintenir le niveau de revenu dont ils ont besoin pour élever une famille tout en s'assurant une bonne qualité de vie. Le revenu réel moyen ayant connu une baisse, dans les années 1990, pour la première fois, les données de recensement signalent que, les familles cherchant à accroître leur revenu, certains ménages comptent deux soutiens économiques ayant plus de deux emplois. L'établissement d'un budget et la planification constituent un outil essentiel de gestion du revenu en période d'instabilité de l'économie et du marché du travail. Dans les cas des ménages dont le revenu est faible ou instable, la période de planification est courte et les imprévus peuvent absorber une grande part du revenu disponible.

Bien que le revenu disponible constitue le facteur clé, la marge de manœuvre restante après les frais fixes est importante dans les cas de faible revenu. L'insécurité alimentaire peut être périodique, par exemple pendant des périodes de chômage ou pendant l'hiver. Ainsi, les personnes qui touchent un revenu fixe, comme les personnes âgées, ont souligné que le revenu est insuffisant pendant les mois d'hiver alors que leurs frais de chauffage sont plus élevés. Dans le cas des personnes qui ont un faible revenu ou des frais fixes élevés, le problème peut survenir à la fin du mois (Wilde et Ranney, 1998). Étant donné qu'un bon nombre des frais fixes, comme le loyer, doivent être payés au début du mois, ces personnes se retrouvent avec trop peu d'argent pour ce qui reste du mois.

Enjeux en matière de recherche et de politiques

Les renseignements sur les antécédents en matière d'emploi, le revenu, les sources de revenu et le revenu disponible sont nécessaires à l'élaboration de politiques. Toutefois, dans le cas des ménages à faible revenu, il n'y a pas que la relation entre le revenu et les dépenses qui importe,

mais aussi le profil des rentrées et des sorties de fonds au cours du mois ou de l'année. Certaines données concernant les personnes qui vivent sous le seuil de faible revenu ou dans des conditions de pauvreté profonde (50 % du seuil de faible revenu) et la durée de cette pauvreté pourraient également avoir un lien avec l'absence de sécurité alimentaire.

3.3 Caractéristiques des personnes qui vivent l'expérience de l'absence de sécurité alimentaire

La première étape est de distinguer les personnes qui connaissent la sécurité alimentaire de celles qui ne la connaissent pas. Il s'agira ensuite d'explorer, par une série de questions, les conditions de vie de ces dernières. La documentation sur le sujet fait état de trois situations alimentaires négatives (incluses dans le cadre) auxquelles font face les personnes qui ne vivent pas en situation de sécurité alimentaire. L'*insécurité alimentaire* représente l'inquiétude liée à une capacité limitée ou incertaine de se procurer et de consommer une quantité suffisante d'aliments nutritionnellement appropriés par les moyens habituels. Lorsque les ménages en situation d'insécurité alimentaire commencent à réduire leur apport alimentaire ou la qualité de cet apport, ils connaissent l'*insécurité nutritionnelle*. Soulignons toutefois que bien que la sécurité alimentaire soit une condition essentielle à la sécurité nutritionnelle, elle ne suffit pas à elle seule à assurer cette dernière. Certains choix alimentaires fondés sur des facteurs autres que le revenu (manque d'information, mauvaises habitudes alimentaires, régimes amaigrissants, etc.) peuvent avoir des effets négatifs sur la sécurité nutritionnelle. La *pauvreté alimentaire* représente l'incapacité de se procurer et de consommer une quantité suffisante d'aliments nutritionnellement adéquats. Ces niveaux ne sont pas complètement distincts et sont en général cumulatifs. Autrement dit, la personne en situation de pauvreté alimentaire connaît également l'inquiétude de l'insécurité alimentaire. Il y a dans certains cas passage d'une situation à l'autre.

Les personnes qui vivent une insécurité alimentaire peuvent adopter des stratégies d'adaptation par crainte de manquer de nourriture. Il se peut, par exemple, qu'une famille connaisse ces trois niveaux ou situations au cours d'un même mois; elle craindra de manquer de nourriture et d'argent, fera des compromis sur la quantité et la qualité de la nourriture pour tenter d'éviter le pire et, si elle finit par manquer d'argent et de nourriture, se privera complètement à la fin du mois jusqu'à ce que le cycle recommence.

La gravité du problème est fonction du niveau auquel l'apport alimentaire (quantitatif et qualitatif) est compromis et de la durée de la privation. Les distinctions sont utiles pour l'élaboration d'un ensemble de politiques qui cible tous les trois niveaux. Il va sans dire que chacun d'eux représente une situation problématique. L'ampleur des répercussions varie toutefois selon la gravité et la durée de la situation. Jusqu'à un cinquième des utilisateurs des banques d'alimentation ont recours à cette solution pour la première fois, il est donc possible qu'il s'agisse pour bon nombre d'une situation qu'ils n'ont jamais connue auparavant et qu'ils n'aient pas encore acquis de mécanismes pour y faire face. La perte de poids ne survient que lorsque la situation de pauvreté alimentaire persiste pendant un certain temps. Il est possible que les programmes de sécurité du revenu n'apportent pas une aide adéquate à ce groupe.

L'absence de sécurité alimentaire entraîne également des décisions comportementales dont il a été question précédemment et qui ont des conséquences à long terme. Les ménages qui vivent en situation d'insécurité alimentaire consacrent en général plus de temps et d'effort que normal à l'obtention de nourriture, alors que la tendance actuelle est de réduire cet effort en achetant des aliments préparés ou en allant au restaurant. Ces ménages perdent donc à la fois sur le plan du revenu disponible et sur celui du temps disponible. Les ménages qui vivent en situation d'insécurité nutritionnelle compromettent leur apport alimentaire et finissent par manquer d'énergie, souffrir de carences, d'anxiété et même de la faim lorsqu'ils sautent des repas pendant une longue période. La pauvreté alimentaire chronique et répétée peut avoir des répercussions négatives sur le développement de l'enfant, les capacités d'apprentissage des élèves et la productivité des adultes.

Dans les familles pauvres, il arrive que l'accès à la nourriture soit transféré entre les membres. Dans bien des ménages de culture traditionnelle, par exemple, il arrive que les hommes mangent en premier et les femmes ensuite, mais il n'y a parfois pas suffisamment de nourriture pour tous. La mère réduira son propre apport alimentaire pour s'assurer que ses enfants aient à manger. Ce genre de partage a des conséquences négatives d'ampleurs diverses pour les membres de la famille, particulièrement pour ceux qui gagnent un revenu.

3.3.1 Enjeux en matière de recherche et de politiques

Pour comprendre la prédisposition à faire l'expérience de l'absence de sécurité alimentaire, il est important de connaître les caractéristiques des personnes qui disent souffrir d'insécurité alimentaire. Une comparaison entre les personnes qui, à différents degrés, manquent de nourriture permettra de cerner les lacunes en matière de politique.

3.3.2 Questions suggérées

Questions filtres

Lequel parmi les énoncés suivants décrit le mieux la situation alimentaire de votre ménage au cours de la dernière année.

- a) Vous étiez satisfait des aliments consommés.
- b) Vous étiez inquiets de ne pas avoir assez de nourriture parce que vous n'aviez pas assez d'argent pour en acheter.
- c) Il est parfois arrivé que vous ne mangiez pas le type, la qualité ou la variété d'aliments souhaité parce que vous n'aviez plus assez d'argent.
- d) Il est parfois arrivé que vous n'ayez pas assez de nourriture parce que vous n'aviez plus d'argent.

Source : Questionnaire modifié de l'Enquête nationale sur la santé de la population.

Une question filtre sépare les personnes qui souffrent de l'absence de sécurité alimentaire de celles qui n'en souffrent pas pendant une période donnée (l'année dernière). Des liens à d'autres questions indiqueront leur emploi, leur âge et leur état de santé. Le fait de cibler une période particulière – l'année dernière – permet aux répondants de répondre à des questions plus détaillées sur cette année.

Les répondants sélectionnés doivent alors répondre à une série de questions et leurs réponses nous permettent de mieux comprendre l'expérience de l'absence de sécurité alimentaire. Des questions ont également été élaborées dans le cadre d'enquêtes antérieures afin de mesurer l'insécurité alimentaire chez les adultes et les enfants aussi bien que dans les ménages – le questionnaire Radimer/Cornell, par exemple, est un instrument validé (voir l'annexe). Des

spécialistes ont toutefois souligné que le concept d'insécurité alimentaire mesuré par cet instrument n'était pas le même que celui décrit dans ce cadre.

Une réponse positive à toute question autre que la première nous permet d'analyser l'expérience des personnes vivant l'absence de sécurité alimentaire. Les réponses aux questions suivantes fournissent d'autres détails sur leur expérience. La gravité du problème peut être évaluée à partir des réponses des personnes qui souffrent régulièrement de pauvreté alimentaire. Pour influencer efficacement le processus d'élaboration de politiques, les mesures mises en place devraient varier selon la périodicité de l'insécurité alimentaire. Il faut donc inclure des questions sur ce phénomène. Ces questions feront la distinction entre les personnes qui souffrent d'insécurité alimentaire pour la première fois; celles qui en font périodiquement l'expérience; celles qui souffrent d'insécurité alimentaire à la fin du mois et celles qui en souffrent régulièrement.

Questions de suivi pour les personnes sélectionnées

Au cours de l'année dernière :

Avez-vous craint que votre ménage manque de nourriture avant que vous ayez de l'argent pour en acheter d'autre? (Jamais, à la fin du mois, quelquefois, souvent, toujours).

Justification – Personne à risque de connaître ou connaissant l'insécurité alimentaire.

Est-ce que vous ou quelqu'un d'autre dans votre ménage avez mangé des aliments de moindre qualité ou les mêmes aliments plusieurs jours de suite parce que vous n'aviez pas d'argent pour en acheter d'autres? (Jamais, à la fin du mois, quelquefois, souvent, toujours).

Justification – Personnes faisant des compromis sur la qualité des aliments (à risque sur le plan nutritionnel).

Est-ce que vous ou quelqu'un d'autre dans votre ménage avez sauté un repas ou manger moins que ce dont vous aviez besoin parce que vous n'aviez pas d'argent pour acheter de la nourriture? (Jamais, à la fin du mois, quelquefois, souvent, toujours).

Justification – Personnes ne mangeant pas suffisamment (à risque sur le plan nutritionnel).

Est-ce que vous ou quelqu'un d'autre dans votre ménage avez eu faim parce que vous n'aviez pas les moyens d'acheter de la nourriture? (Jamais, à la fin du mois, quelquefois, souvent, toujours).

Justification – Personnes qui souffrent de pauvreté alimentaire.

Certains continuent de craindre que les réponses à ces questions ne nous fournissent pas un tableau complet. Les préoccupations formulées :

- Que les faits soient sous rapportés en raison du stigmate social rattaché à la faim dans les pays où la nourriture est abondante.
- Que les nombres soient trop bas pour que l'on puisse en tirer des conclusions puisqu'il est possible que l'on obtienne pas suffisamment de réponses de la part de personnes pauvres ou près d'être pauvres dans un échantillon normal.
- S'il y a un répondant par ménage, les différences attribuables à l'âge et aux rôles au sein de la famille ne ressortiront peut-être pas.
- Si la question filtre mise sur le fait que le répondant ait connu l'insécurité alimentaire au cours de la dernière année, les ménages potentiellement à risque ne seront peut-être pas repérés. Il est cependant préférable de fonder la sélection sur l'expérience réelle, plutôt que sur un déterminant comme le faible revenu.
- Les questions devraient tenir compte du cours de la vie et recueillir de l'information sur les personnes vulnérables comme les enfants et les personnes âgées.
- La longueur de la période de référence peut influencer sur les taux de prévalence. Les questions devraient recueillir des données sur la première incidence, les répétitions et les cas épisodiques.
- Les questions ont été en grande partie utilisées auprès d'échantillons de la population à faible revenu et des utilisateurs des banques alimentaires, elles ne conviendront peut-être pas à la population générale.
- Il faut pouvoir établir des comparaisons entre les lieux et les sous-populations.

3.4 Différences entre les personnes qui vivent en situation de sécurité alimentaire et les autres

Nous avons vu dans le cadre que plusieurs options s'offrent aux personnes qui vivent une situation de sécurité alimentaire et que la plupart de ces options sont habituelles et souhaitables. Les personnes qui ne connaissent pas la sécurité alimentaire, par contre, ont moins d'options et la plupart d'entre elles sont moins souhaitables et ne sont pas nécessairement habituelles. Ces

possibilités peuvent être regroupées dans trois catégories de comportement lié à la nourriture, soit : la gestion du revenu, l'approvisionnement en nourriture et la gestion de la nourriture au foyer. Les questions mettent principalement l'accent sur le recours à des options moins souhaitables.

3.4.1 Gestion du revenu

La gestion du revenu consiste à adapter les rentrées d'argent et les dépenses de manière à assurer le bien-être des membres du ménage. La tâche est plus compliquée pour les ménages à faible revenu puisque leur revenu disponible est moins élevé, ce qui les oblige à faire des choix difficiles entre des dépenses essentielles. Même les dépenses prévues peuvent parfois leur causer des problèmes; les imprévus peuvent se répercuter sur leur budget pendant longtemps.

Les ménages qui connaissent une situation d'insécurité alimentaire pour la première fois peuvent avoir des possibilités qui ne s'offrent pas à ceux qui ont un problème de sécurité alimentaire persistant. Ils peuvent emprunter en espérant que la crise passera ou commencer à se départir de leur avoir, ce qui peut vouloir dire emprunter auprès d'établissements de crédit ordinaires sur la valeur de leur maison ou de leur voiture, ou auprès d'autres établissements, comme les prêteurs sur gage, qui acceptent d'autres genres de biens durables en garantie. Même les formes d'emprunt non officielles peuvent poser un problème puisque les personnes pauvres sont surtout entourées des personnes comme elles, qui n'ont pas un revenu très élevé. Le crédit ne représente cependant pas une option viable pour les personnes qui vivent dans une situation d'insécurité alimentaire constante puisque ces dernières ont déjà épuisé leur avoir et ne sont pas vraiment en mesure de rembourser des prêts. Elles ne peuvent donc pas joindre les deux bouts pendant les mois où il leur faut rembourser leur dette. Certaines arrivent à gérer les petits déficits en utilisant des coupons ou en retournant des bouteilles et des canettes consignées pour avoir plus d'argent pour la nourriture ou en évitant des dépenses habituelles, comme le transport ou les médicaments, pour pouvoir manger.

Enjeux en matière de recherche et de politiques

Il est possible que, sous un certain niveau de revenu, les solutions qui s'offrent à la classe moyenne ne soient pas valables, pourtant les recommandations formulées se caractérisent souvent de la sorte. Ainsi, réduire les coûts des fruits et légumes frais en ayant son propre jardin

ne constitue pas une solution intéressante pour les ménages qui vivent dans des logements ou appartements sans terrain attenant, n'ont pas beaucoup de temps et ne savent pas s'ils pourront payer le loyer assez longtemps pour pouvoir profiter des résultats de leur labeur. Les options peuvent donc par conséquent appartenir à des catégories qui ne sont pas socialement acceptables.

Lorsqu'il est question de gestion du revenu, les principaux enjeux en matière de recherche et de politique sont les obstacles rencontrés par les ménages quant à leur incapacité d'augmenter leur revenu, de faire face aux dépenses imprévues qui les obligent à des substitutions et de faire face à des variations prévues (loyer au début du mois, frais de chauffage en hiver), des frais fixes très élevés (y compris le loyer, l'hypothèque). Les renseignements recueillis sur l'emploi et le revenu serviront de base, mais le tableau serait incomplet en raison du manque de données sur les dépenses. Aux États-Unis, certaines questions d'enquête ont porté sur la substitution (voir l'annexe). On peut examiner d'autres enjeux par l'intermédiaire de sources telles que les dossiers de l'impôt ou l'information sur les dépenses, bien qu'il ne soit pas possible d'établir des liens avec l'Enquête nationale sur la santé de la population. Si les bénéficiaires de l'aide sociale utilisent de l'argent devant servir à la nourriture pour payer leur loyer ou satisfaire d'autres besoins, il faut peut-être repenser la façon de calculer les paiements d'aide sociale. Il serait peut-être utile de permettre une marge plus importante afin que les ménages jouissent d'une certaine souplesse économique, en échange d'une diminution à long terme des dépenses publiques. Des renseignements sur le pourcentage du budget consacré mensuellement au loyer nous permettraient de voir si le coût du logement empiète sur d'autres dépenses nécessaires.

Questions suggérées

- 1) Quelle proportion de votre revenu consacrez-vous au logement (loyer ou hypothèque et taxes)?
- 2) Les gens utilisent différents moyens pour se procurer de la nourriture quand il n'y a pas assez d'argent. Au cours de l'année dernière, est-ce que vous ou une autre personne de votre ménage : (jamais, parfois, souvent).
 - a) avez emprunté de l'argent pour de la nourriture?
 - b) avez vendu ou mis en gage des possessions pour acheter de la nourriture?

- c) avez utilisé des coupons ou retourné des bouteilles consignées à la fin du mois en raison du manque d'argent?
- d) avez reporté le paiement de factures pour garder de l'argent pour de la nourriture?
- e) vous êtes privé de chaleur ou du téléphone pour garder de l'argent pour de la nourriture?
- f) avez acheté de la nourriture à crédit?
- g) avez cultivé votre propre nourriture?
- h) avez fait de la chasse ou de la pêche pour vous nourrir?
- i) avez fait partie d'un club d'achat de nourriture?

Justification – Information sur la gestion du revenu.

3.4.2 Approvisionnement en nourriture

La façon dont procèdent les ménages pour se procurer de la nourriture peut avoir un effet sur leur sécurité alimentaire. On peut acheter les produits de base en grandes quantités. Certains autres produits alimentaires peuvent être achetés en gros afin de réduire les coûts alors que l'on fera des achats plus fréquents pour les produits frais qui se conservent moins longtemps. Une bonne gestion de ses réserves permet une certaine souplesse pour composer des repas de qualité et variés.

Les ménages qui ont un revenu faible ou instable n'ont peut-être pas autant de possibilités. Certains feront leurs achats quotidiennement pour tenter de faire durer l'argent dont ils disposent pour la nourriture ou seront forcés de recourir à des solutions moins souhaitables, comme les banques d'alimentation. Les programmes de soins à domicile pour les personnes âgées et les personnes handicapées, par exemple, peuvent comprendre une aide pour l'achat des provisions si ces personnes ne sont pas en mesure de faire elles-mêmes leurs achats.

Les principaux facteurs qui entravent l'approvisionnement en nourriture sont les problèmes de santé, les incapacités, les frais de transport, le choix limité de magasins d'alimentation, l'impossibilité de constituer ou de conserver des réserves, ou d'acheter en gros. D'autres variables peuvent également entrer en ligne de compte. Le fait de ne pas disposer d'un moyen

de transport réduit le rayon dans lequel les ménages peuvent faire leurs achats et les possibilités d'acheter en gros, surtout s'ils doivent ramener eux-mêmes leur nourriture à la maison.

Les achats posent un problème aux personnes âgées et aux personnes handicapées, pendant l'hiver en particulier. Ces facteurs, ajoutés au manque d'argent, peuvent obliger les gens à aller faire leurs provisions plus souvent et à acheter en petits contenants, ce qui revient parfois plus cher que les grandes quantités.

Enjeux en matière de recherche et de politiques

Il semble que les questions d'enquête mises à l'essai ne portent que sur les problèmes de santé et les incapacités ou le recours aux banques alimentaires. Certaines questions ont été incluses dans d'autres enquêtes canadiennes telles l'Enquête sur la santé et les limitations d'activités et l'Enquête sociale générale (voir l'annexe). La question suggérée est fondée sur l'expérience décrite dans cette partie.

Est-ce que vous ou quelqu'un d'autre de votre ménage avez déjà eu des problèmes à acheter de la nourriture? Non,

- Oui, les magasins sont trop éloignés.
- Oui, pas de moyen de transport.
- Oui, pas d'argent pour le transport.
- Oui, pour des raisons de maladie (santé).
- Oui, en raison d'une incapacité.
- Oui, à cause d'un autre problème.

Justification – Difficulté d'accès à la nourriture.

3.4.3 Gestion de la nourriture

La gestion de la nourriture à la maison consiste à conserver adéquatement les aliments et à planifier judicieusement les repas tout en surveillant l'aspect nutritif. S'ils ne peuvent être conservés dans un endroit adéquat, les aliments peuvent se gâter et se perdre, surtout lorsqu'il

s'agit d'aliments qui périssent rapidement. Lorsque la conservation pose problème, il arrive que la qualité des aliments soit sacrifiée.

La planification des repas permettant d'utiliser des aliments peu coûteux, l'utilisation des ingrédients disponibles et des produits en saison sont des solutions positives possibles. Faire durer la nourriture en réduisant la qualité des repas et manger constamment la même chose figurent parmi les solutions négatives. Il est également possible de recourir à des programmes comme les services de repas à domicile et les repas à l'école. Certaines personnes âgées ou handicapées peuvent bénéficier de services d'aide à domicile pour la préparation des repas.

Enjeux en matière de recherche et de politiques

Il semble que la majorité des gens qui doivent faire face au manque de nourriture ne se préoccupent pas de valeur nutritive et de variété. Pourtant, certaines personnes doivent, pour des raisons de santé, satisfaire à des exigences essentielles. Ainsi, les personnes qui suivent un traitement à l'insuline doivent absorber des aliments à des moments précis. Il est possible qu'en raison d'une incapacité ou d'une maladie une diète particulière ou de la nourriture molle soit requise, ou encore qu'il faille, en raison d'allergies, acheter des aliments spéciaux souvent plus dispendieux que les autres. Il faut donc se demander si en plus d'allouer un montant pour l'alimentation en général, l'allocation sociale ne devrait pas prévoir, dans certaines conditions des prestations spéciales ou si une marge plus importante permettrait la souplesse nécessaire.

La plupart des enquêtes effectuées dans le passé ne contenaient pas de questions sur ce type de détails. Certaines questions ont porté sur la participation à des programmes de soins à domicile, de services de repas à domicile et de repas à l'école, par exemple. On recueille rarement des renseignements détaillés sur la consommation quotidienne d'aliments et les dépenses connexes parce que le traitement de telles données est trop exigeant en main-d'œuvre. Les calculs relatifs aux provisions alimentaires nutritives sont plus communs, toutefois, on ne sait pas dans quelle mesure ils se rapprochent de la réalité des ménages à faible revenu pour ce qui est de la consommation d'aliments.

Questions suggérées

Est-ce que vous ou quelqu'un de votre ménage avez utilisé un des programmes suivants :

- Services de repas à domicile?
- Repas à l'école?
- Service d'aide à domicile pour l'achat et la préparation des aliments?

Justification – Utilisation des services d'alimentation. L'Enquête nationale sur la santé de la population contient une question sur l'utilisation des services à domicile au cours du dernier mois. Elle n'inclut pas les programmes de repas à l'école.

3.5 Insécurité alimentaire chez les enfants

Le gouvernement a fait de l'élimination de la pauvreté un objectif stratégique majeur. Le manque de nourriture ou une nourriture inadéquate a des effets pernicieux à long terme sur le développement des enfants. Ces questions nous permettront de recueillir des données et de les relier à d'autres données sur la santé de la population.

Questions suggérées sur l'insécurité alimentaire des enfants

Au cours de la dernière année : (Jamais, à la fin du mois, parfois, souvent, toujours).

1. Avez-vous craint de ne pas avoir les moyens de nourrir votre enfant?
2. Avez-vous été incapable de donner à votre enfant la variété d'aliments composant un régime équilibré parce que vous n'en aviez pas les moyens?
3. Avez-vous réduit la grosseur des repas servis à votre enfant parce que vous n'aviez pas assez d'argent pour acheter de la nourriture?
4. Votre enfant a-t-il eu faim parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture et pas assez d'argent pour en acheter?
5. Votre enfant a-t-il perdu du poids après avoir sauté des repas parce que vous n'aviez pas les moyens d'acheter de la nourriture?

Justification – Repérer les enfants à risque, ceux qui mangent des aliments de moindre qualité, ceux qui ne mangent pas assez, ceux qui souffrent de pauvreté alimentaire et ceux qui sont à risque de connaître la faim.

3.6 Limites et priorités fédérales

3.6.1 Limites

L'incapacité de concevoir les conséquences à long terme de l'insécurité alimentaire à partir d'un seul supplément à l'ENSP sera la principale limite. Il sera peut-être possible d'obtenir certaines données sociodémographiques de l'enquête principale.

3.6.2 Priorités fédérales

L'exercice de la responsabilité personnelle et la participation à la vie communautaire reposent sur la justice et l'égalité. La recherche sur l'insécurité alimentaire va dans le sens contraire de l'inégalité et contribuerait à la réalisation de cette priorité. L'absence de sécurité alimentaire touche les adultes et leur capacité d'être productifs et de préparer l'avenir. Un autre des objectifs visés est d'investir dans les enfants. L'insécurité alimentaire, elle, influe sur le développement des enfants et a des conséquences physiques, sociales et psychologiques sur leur avenir. La pauvreté infantile fait l'objet d'une attention particulière du point de vue des politiques.

Annexe A

Pairs évaluateurs

Herb Babolet	Jason Foster	Christine M. Olson
Micheline Beaudry	Anne-Marie Hamelin	Debra Reid
Daniel Beavon	Beth Junkins	Graham Riches
Danielle Brûlé	Stefa Katamay	Barbara Roebathan
Mary Bush	Mustafa Koe	Joel Rouffignat
Gary Catlin	Esther Kwanick	Cathy Sabiston
Susan Crawford	Debbie Leach	Judy Sheeshka
Barbara Davis	Silvana Luciani	Valerie Tarasuk
Helène Delisle	Rob McRae	Frances Thompson
Lise Dubois	Howard Morrison	Kim Travers
Carol Dumbrow	Katherine Olson	Jennifer Welsh

Annexe B

Examen de questions déjà utilisées

Questions servant à repérer les personnes souffrant de l'absence de sécurité alimentaire

Questions du ministère de l'Agriculture des États-Unis

1. En réfléchissant à la dernière année, lequel des énoncés suivants décrit le mieux la situation de votre ménage : Suffisamment de nourriture, parfois pas suffisamment de nourriture, souvent pas suffisamment de nourriture?
2. (Si la réponse est suffisamment de nourriture) Au cours de la dernière année, avez-vous eu : suffisamment d'aliments et du type désiré, suffisamment d'aliments, mais pas toujours du type désiré?

Nutrition Screening Initiative – partie sur l'insécurité alimentaire

Je n'ai pas toujours assez d'argent pour acheter la nourriture dont j'ai besoin.

Question de l'instrument Cornell-Frongillo

Avez-vous déjà passé une journée entière sans manger parce que vous n'aviez pas de nourriture et pas d'argent pour en acheter?

Questions du Urban Institute

1. Au cours de l'année dernière, y a-t-il eu des jours où il n'y avait pas de nourriture dans la maison et pas d'argent pour en acheter (la question inclut les coupons alimentaires aux États-Unis.).
2. Au cours de l'année dernière, avez-vous sauté des repas parce qu'il n'y avait pas de nourriture dans la maison et pas d'argent pour en acheter?

Enquête nationale sur la santé de la population, Canada

1. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux la situation alimentaire dans votre ménage?
 - a. Il y a toujours assez de nourriture
 - b. Il n'y a parfois pas assez de nourriture.
 - c. Il n'y a souvent pas assez de nourriture.
2. Au cours des 12 derniers mois, est-il arrivé que votre ménage n'ait pas assez d'argent pour acheter de la nourriture?

Questions concernant l'insécurité alimentaire

Le questionnaire Radimer/Cornell pour évaluer l'incidence de la faim et de l'insécurité alimentaire

Réponses : Souvent vrai, parfois vrai, jamais vrai

1. Je crains de manquer de nourriture avant d'avoir de l'argent pour en acheter d'autre.
2. Je crains de ne pas avoir les moyens d'acheter suffisamment de nourriture pour mon ménage.
3. La nourriture que j'ai achetée n'a pas duré assez longtemps et je n'avais plus d'argent pour en acheter d'autre.
4. Je n'avais pas les aliments nécessaires pour préparer un repas et je n'avais pas assez d'argent pour en acheter d'autres.
5. Nous mangeons la même chose pendant plusieurs jours de suite parce que nous n'avons entre les mains que quelques aliments différents et pas d'argent pour en acheter d'autres.
6. J'ai souvent faim, mais je ne mange pas parce que je n'ai pas les moyens d'acheter assez de nourriture.
7. Je crois que je mange moins que ce dont j'ai besoin parce que je n'ai pas assez d'argent pour acheter de la nourriture.
8. Je n'ai pas les moyens de manger convenablement.
9. Mon enfant/mes enfants ne mangent pas suffisamment parce que je n'ai pas les moyens d'acheter assez de nourriture.
10. Je sais que mon enfant/mes enfants ont parfois faim, mais je n'ai pas les moyens d'acheter davantage de nourriture.
11. Je ne peux pas donner à mon enfant/mes enfants des repas équilibrés parce que je n'en ai pas les moyens.
12. Il arrive que les gens perdent du poids parce qu'ils n'ont pas suffisamment de nourriture. Au cours de la dernière année, avez-vous perdu du poids pour cette raison? (Oui, Non).
13. Y a-t-il eu au cours de la dernière année des moments où vous aviez faim, mais ne pouviez pas manger parce que vous n'en aviez pas les moyens? (Oui, Non)

Situation du ménage :

Sécurité alimentaire si..... aucune des réponses aux questions 1 à 11 n'est positive.

Insécurité alimentaire si..... au moins une réponse aux questions 1 à 11 est positive.

La personne vit une situation

d'insécurité alimentaire si..... au moins une réponse aux questions 6 à 11 est positive.

La personne souffre de la faim si..... au moins une réponse aux questions 6 à 8 est positive et

(a) au moins une réponse aux questions 12 et 13 est positive.

(b) au moins une réponse aux questions 9 et 10 est positive.

L'enfant souffre de la faim si..... au moins une réponse aux questions 9 et 10 est positive.

L'instrument Edmonton Hunger Scale

L'échelle a été utilisée par l'*Edmonton Food Policy Council* en 1990. Les échelles ont été adoptées de l'instrument utilisé par le *Washington-based Food Research and Action Centre* dans le cadre de leur *Community Childhood Hunger Identification Project (CCHIP)* dans sept états américains et dans la ville de New-York en 1991. Il y avait une échelle pour les adultes et une pour les enfants, comprenant toutes les deux une série de cinq questions. Les questions du CCHIP portaient notamment sur le ménage et sur les personnes; elles sont similaires à celles de l'échelle Cornell-Radimer. .

Questions de l'échelle pour les adultes

1. Inquiétude, anxiété

Je crains de manquer de nourriture avant d'avoir de l'argent pour en acheter d'autre.

2. Manque de revenu pour acheter de la nourriture

Arrive-t-il que votre ménage manque d'argent pour acheter de la nourriture?

3. Insuffisance alimentaire – quantité

Arrive-t-il que vous mangiez moins que ce dont vous avez besoin par manque d'argent?

4. Régime alimentaire inadéquat – qualité

Vous arrive-t-il de ne manger que quelques aliments de moins bonne qualité par manque d'argent?

5. Insuffisance alimentaire plus grave

Avez-vous déjà passé une journée sans manger parce que vous n'aviez pas assez d'argent pour acheter de la nourriture?

Questions de l'échelle pour les enfants

1. Qualité des aliments

J'ai les moyens de donner à mes enfants des aliments de bonne qualité.

2. Variété d'aliments

J'ai les moyens de donner à mon enfant une variété d'aliments

3. Insuffisance alimentaire – quantité

Avez-vous déjà dû réduire la grosseur des repas de votre enfant à cause d'un manque d'argent?

4. Faim déclarée

Votre enfant a-t-il parfois faim parce qu'il n'y a pas assez de nourriture dans la maison et pas d'argent pour en acheter?

5. Insuffisance alimentaire grave

Est-il déjà arrivé que votre enfant passe une journée ou plus sans manger à cause d'un manque d'argent pour acheter de la nourriture?

Les adultes ayant répondu oui aux cinq questions étaient considérés comme ayant très faim; oui à trois ou quatre questions, comme ayant faim; oui à une ou deux questions, comme à risque et non à toutes les questions, comme n'ayant pas faim. Dans le cas de l'échelle ciblant les enfants, non aux deux premières questions et oui aux trois dernières questions signifiaient que l'enfant avait très faim (Olson, K.W. 1992, p. 7,50).

Questions sur la gestion du revenu

Questions du Urban Institute

1. Au cours de la dernière année, avez-vous eu à choisir entre acheter de la nourriture, payer le loyer ou les factures des services publics? (On peut ajouter l'hypothèque et les frais d'entretien).
2. Au cours de la dernière année, avez-vous eu à choisir entre acheter de la nourriture ou des médicaments?

Annexe C

Questions du Supplément sur la précarité alimentaire de 1998-1999

FI C_01	Si la personne est âgée de 16 ans et plus, allez à INT06 Si la personne est âgée de moins de 16 ans, allez à INT6A
FI INT6A	Puis-je parler à [NOMF]?
FI INT4A FIS8DCHD	Est-ce que [NOMF] demeure toujours dans ce ménage? 1 OUI 2 NON 3 REFUS 4 NE SAIT PAS
FI PROXY1 FIS8DPXY	Pour les personnes sélectionnées âgées de 16 ans et plus : Est-ce que présentement le questionnaire sera complété par [NOMF]? 1 OUI 2 NON (INSCRIVEZ LA RELATION ET LA RAISON POUR L'INTERVIEW PAR PROCURATION)
FI SEC_1	Nous commençons par quelques questions au sujet des difficultés à acheter de la nourriture.
FI Q5A FIS8_1A	Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou une autre personne de votre ménage avez eu de la difficulté à acheter de la nourriture parce que les magasins étaient trop éloignés? 1 OUI 2 NON NSP, R
FI Q5B FIS8_1B	Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou une autre personne de votre ménage avez eu de la difficulté à acheter de la nourriture à cause 'un manque de transport? 1 OUI 2 NON NSP, R

FI Q5C Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou une autre personne de votre ménage avez eu de la difficulté à acheter de la nourriture à cause d'un manque d'argent pour le transport?

FIS8_1C

- 1 OUI
- 2 NON
NSP, R

FI Q5D Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou une autre personne de votre ménage avez eu de la difficulté à acheter de la nourriture à cause d'une incapacité de longue durée?

FIS8_1D

- 1 OUI
- 2 NON
NSP, R

FI Q5E Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou une autre personne de votre ménage avez eu de la difficulté à acheter de la nourriture à cause d'un problème de santé?

FIS8_1E

- 1 OUI
- 2 NON
NSP, R

FI Q5F Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou une autre personne de votre ménage avez eu d'autres difficultés à acheter de la nourriture?

FIS8_1F

- 1 OUI (PRÉCISEZ)
- 2 NON
NSP, R

FI SEC_2 Voici maintenant quelques questions sur les moyens utilisés par les gens pour se procurer de la nourriture quand il n'y a pas assez d'argent.

FI Q4 Au cours des 12 derniers mois, QUAND IL N'Y AVAIT PAS ASSEZ D'ARGENT POUR LA NOURRITURE, est-ce que vous ou une autre personne de votre ménage

- FIS8_2A ... avez emprunté de l'argent?
- FIS8_2B ... avez vendu ou mis en gage des possessions?
- FIS8_2C ... avez utilisé des coupons ou retourné des bouteilles consignées?
- FIS8_2D ... avez reporté le paiement de factures?
- FIS8_2E ... vous êtes privé de chaleur?
- FIS8_2F ... vous êtes privé du téléphone?
- FIS8_2G ... avez acheté de la nourriture à crédit (sans compter l'utilisation d'une carte de crédit)?
- FIS8_2H ... avez cultivé votre propre nourriture?
- FIS8_2I ... avez fait de la chasse ou de la pêche pour vous nourrir?
- FIS8_2J ... avez emprunté de la nourriture?
- FIS8_2K ... avez fait partie d'un club d'achat de nourriture?
- FIS8_2L ... avez fait partie d'une cuisine collective ou populaire?
- FIS8_2AM ... avez fait autre chose? (PRÉCISEZ)

- 1 OUI
- 2 NON
- NSP, R

FI Q6 Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous ou une autre personne de votre ménage avez reçu de la nourriture d'une banque d'alimentation, d'une soupe populaire ou d'une autre œuvre de charité à cause d'un manque d'argent pour la nourriture?

LISEZ LA LISTE. CHOISISSEZ UNE SEULE RÉPONSE.

- FIS8_3
- 1 Souvent
 - 2 Parfois
 - 3 Jamais (Passer à SK_03)
 - NSP, R (Passer à SK_03)

FI Q6A Cela s'est-il surtout produit à la fin du mois?

- FIS8_3A
- 1 OUI
 - 2 NON
 - NSP, R

FI SK_03 Si la personne est âgée de moins de 16 ans, passer à SEC_2A.

FI Q7 Maintenant quelques questions seulement [à votre sujet / au sujet de NOMF]. Au cours des 12 derniers mois, combien de fois [vous êtes-vous inquiété(e)/s'est-il(elle) inquiété(e)] qu'il n'y ait plus assez de nourriture à cause d'un manque d'argent?
LISEZ LA LISTE. CHOISISSEZ UNE SEULE RÉPONSE.

FIS8_4

- 1 Souvent
- 2 Parfois
- 3 Jamais (Passer à Q8)
NSP, R (Passer à Q8)

FI Q7A Cela s'est-il surtout produit à la fin du mois?

FIS8_4A

- 1 OUI
- 2 NON
NSP, R

FI Q8 Au cours des 12 derniers mois, combien de fois [avez/a][-/t-][vous/il/elle] eu besoin de manger des aliments moins chers ou les mêmes aliments pendant plusieurs jours de suite à cause d'un manque d'argent pour la nourriture?
LISEZ LA LISTE. CHOISISSEZ UNE SEULE RÉPONSE.

FIS8_5

- 1 Souvent
- 2 Parfois
- 3 Jamais (Passer à Q9)
NSP, R (Passer à Q9)

FI Q8A Cela s'est-il surtout produit à la fin du mois?

FIS8_5A

- 1 OUI
- 2 NON
NSP, R

FI Q9 Au cours des 12 derniers mois, combien de fois[vous / NOMF][avez/a][-/t-][vous / il / elle] sauté des repas ou mangé moins [que vous / qu'il / qu'elle] [auriez / aurait] dû à cause d'un manque d'argent pour la nourriture?
LISEZ LA LISTE. CHOISISSEZ UNE SEULE RÉPONSE.

FIS8_6

- 1 Souvent
- 2 Parfois
- 3 Jamais (Passer à Q10)
NSP, R (Passer à Q10)

FI Q9A Cela s'est-il surtout produit à la fin du mois?

FIS8_6A

- 1 OUI
- 2 NON
NSP, R

FI Q10 Au cours des 12 derniers mois, combien de fois [vous / NOMF] [avez / a] [-/t-][vous / il / elle] eu faim à cause d'un manque d'argent pour la nourriture?
LISEZ LA LISTE. CHOISISSEZ UNE SEULE RÉPONSE.

FIS8_7

- 1 Souvent
- 2 Parfois
- 3 Jamais (Passer à SEC_3)
NSP, R (Passer à SEC_3)

FI Q10A Cela s'est-il surtout produit à la fin du mois?

FIS8_7A

- 1 OUI (Passer à SEC_3)
- 2 NON (Passer à SEC_3)
NSP, R (Passer à SEC_3)

FI SEC_2A Maintenant, nous avons quelques questions au sujet de [l'enfant / NOMF].

FI Q11 Au cours des 12 derniers mois, [l'enfant / NOMF] a-t-(il/elle) eu recours à un programme de repas scolaires? Inclure le petit déjeuner, le repas du midi et les programmes après l'école.

FIS8_8

- 1 OUI
- 2 NON
- 3 NE S'APPLIQUE
NSP, R

FI Q12 Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous craint de ne pas avoir assez d'argent pour nourrir [l'enfant / NOMF]?
LISEZ LA LISTE. CHOISISSEZ UNE SEULE RÉPONSE.

FIS8_9

- 1 Souvent
- 2 Parfois
- 3 Jamais (Passer à Q13)
NSP, R (Passer à Q13)

FI Q12A Cela s'est-il surtout produit à la fin du mois?

FIS8_9A

- 1 OUI
- 2 NON
NSP, R

FI Q13 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous été incapable de donner à [l'enfant / NOMF] des repas équilibrés à cause d'un manque d'argent pour la nourriture?

FIS8_10

- 1 OUI
- 2 NON (Passer à Q14)
NSP, R (Passer à Q14)

FI Q13A Combien de fois?
LISEZ LA LISTE. CHOISISSEZ UNE SEULE RÉPONSE.

FIS8_10A

- 1 Souvent
- 2 Parfois
- 3 Jamais (Passer à Q14)
NSP, R (Passer à Q14)

FI Q13B Cela s'est-il surtout produit à la fin du mois?

FIS8_10B

- 1 OUI
- 2 NON
- NSP, R

FI Q14 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous dû réduire la grosseur des repas de [l'enfant / NOMF] à cause d'un manque d'argent pour la nourriture?

FIS8_11

- 1 OUI
- 2 NON (Passer à Q15)
- NSP, R (Passer à Q15)

FI Q14A Combien de fois?
LISEZ LA LISTE. CHOISISSEZ UNE SEULE RÉPONSE.

FIS8_11A

- 1 Souvent
- 2 Parfois
- 3 Jamais (Passer à Q15)
- NSP, R (Passer à Q15)

FI Q14B Cela s'est-il surtout produit à la fin du mois?

FIS8_11B

- 1 OUI
- 2 NON
- NSP, R

FI Q15 Au cours des 12 derniers mois, est-il arrivé que [l'enfant / NOMF] ait faim à cause d'un manque d'argent pour la nourriture?

FIS8_12

- 1 OUI
- 2 NON (Passer à Q16)
- NSP, R (Passer à Q16)

FI Q15A Combien de fois?
LISEZ LA LISTE. CHOISISSEZ UNE SEULE RÉPONSE.

FIS8_12A

- 1 Souvent
- 2 Parfois
- 3 Jamais (Passer à Q16)
- NSP, R (Passer à Q16)

FI Q15B Cela s'est-il surtout produit à la fin du mois?

FIS8_12B

- 1 OUI
- 2 NON
NSP, R

FI Q16 Au cours des 12 derniers mois, est-il arrivé que [l'enfant / NOMF] saute un repas à cause d'un manque d'argent pour la nourriture?

FIS8_13

- 1 OUI
- 2 NON (Passer à SK_04)
NSP, R (Passer à SK_04)

FI Q16A Combien de fois?
LISEZ LA LISTE. CHOISISSEZ UNE SEULE RÉPONSE.

FIS8_13A

- 1 Souvent
- 2 Parfois
- 3 Jamais (Passer à SK_04)
NSP, R (Passer à SK_04)

FI Q16B Cela s'est-il surtout produit à la fin du mois?

FIS8_13B

- 1 OUI
- 2 NON
NSP, R

FI SK_04 Si Q14A = 1 ou Q15A = 1 ou Q16A = 1, passer à Q17. Sinon, passer à SEC_3.

FI Q17 [L'enfant / NOMF] a-t-[il/elle] perdu du poids au cours des 12 derniers mois?

FIS8_14

- 1 OUI
- 2 NON
NSP, R

FI SEC_3 La quantité d'argent que les gens ont pour la nourriture peut être influencée par la quantité d'argent consacrée au logement.

FI Q18 Est-ce que vous ou une autre personne de votre ménage êtes propriétaire de ce logement (même s'il est en train d'être payé)?

FIS8_15

- 1 OUI
- 2 NON (Passer à Q20)
DK, R (Passer à SHARE)

FI Q19 Quels sont les paiements hypothécaires RÉGULIERS?
INSCRIVEZ LE MONTANT

FIS8_16

_____ DOLLARS[Min : 00001 Max : 50 000]
Aucun (Passer à Q19B)
NSP, R (Passer à SHARE)

FI Q19A Est-ce que ces paiements se font...
LISEZ LA LISTE. CHOISISSEZ UNE SEULE RÉPONSE.

FIS8_16A

- 1 Chaque mois
- 2 Toutes les deux semaines
- 3 Chaque semaine
- 4 AUTRE (PRÉCISEZ) (Passer à Q19B1)
NSP (Passer à Q19B1)
R (Passer à SHARE)

FI CAL19 Si Q19A = 1, mortgage = 12 x Q19.
Si Q19A = 2, mortgage = 26 x Q19.
Si Q19A = 3, mortgage = 52 x Q19.
Si mortgage .gt. 8000, passer à CHK19. Sinon, passer à Q19B1.

FI CHK19 Alors, c'est [Q19][chaque mois/toutes les deux semaines/chaque semaine].
(Est-ce exact)?

- 1 OUI, POUR CONTINUER
- 2 NON, POUR CORRIGER (Passer à Q19)

FI Q19B1 Est-ce que les taxes municipales sont comprises dans ces paiements?

FIS816B1

- 1 OUI (Passer à Q19C)
- 2 NON
NSP (Passer à Q19C)
R (Passer à SHARE)

FI Q19B Au cours des 12 derniers mois, quelles ont été les dépenses du ménage pour ce qui suit : Les taxes municipales?

FIS816B2

_____ DOLLARS [Min : 00001 Max : 40 000]

Aucun

NSP, R

FI Q19C Au cours des 12 derniers mois, quelles ont été les dépenses du ménage pour ce qui suit : L'électricité?

FIS8_16C

_____ DOLLARS [Min : 00001 Max : 40 000]

Aucun

NSP

R (Passer à SHARE)

FI Q19D Au cours des 12 derniers mois, quelles ont été les dépenses du ménage pour ce qui suit : Autre combustible pour le chauffage et la cuisson comme le gaz, l'huile de chauffage, le bois ou le propane? Ne pas inclure l'électricité.

FIS8_16D

_____ DOLLARS [Min : 00001 Max : 30 000]

Aucun

NSP

R (Passer à SHARE)

FI Q19E Au cours des 12 derniers mois, quelles ont été les dépenses du ménage pour ce qui suit : Les frais d'eau et d'égouts?

FIS8_16E

_____ DOLLARS [Min : 00001 Max : 30 000] FIS8_16E

Aucun

NSP, R (PASSER À SHARE)

FI Q20 Quel est le montant RÉGULIER du loyer?

FIS8_17

_____ DOLLARS [Min : 00001 Max : 50 000]
Aucun (Passer à Q20C)
NSP, R (Passer à SHARE)

FI Q20A Est-ce que ce loyer est payé...
LISEZ LA LISTE. CHOISISSEZ UNE SEULE RÉPONSE.

FIS8_17A

- 1 Chaque mois
- 2 Toutes les deux semaines
- 3 Chaque semaine
- 4 AUTRE (PRÉCISEZ) (Passer à Q20C)
NSP (Passer à Q20C)
R (Passer à SHARE)

FI CAL20 Si Q20A = 1, rent = 12 x Q20.
Si Q20A = 2, rent = 26 x Q20.
Si Q20A = 3, rent = 52 x Q20.
Si rent .gt. 6000, passer à CHK20. Sinon, passer à Q20C.

FI CHK20 Alors, c'est [Q20] [chaque mois/toutes les deux semaines/chaque semaine]. (Est-ce exact)?

- 1 OUI, POUR CONTINUER
- 2 NON, POUR CORRIGER (Passer à Q20)

FI Q20C Au cours des 12 derniers mois, quelles ont été les dépenses du ménage pour ce qui suit : L'électricité?

FIS8_17C

_____ DOLLARS [Min : 00001 Max : 40 000]
Aucun ou compris dans le loyer
NSP
R (Passer à SHARE)

FI Q20D Au cours des 12 derniers mois, quelles ont été les dépenses du ménage pour ce qui suit : Autre combustible pour le chauffage et la cuisson comme le gaz, l'huile de chauffage, le bois ou le propane? Ne pas inclure l'électricité.

FIS8_17D

_____ DOLLARS [Min : 00001 Max : 30000]
Aucun ou compris dans le loyer
NSP
R (Passer à SHARE)

FI Q20E Au cours des 12 derniers mois, quelles ont été les dépenses du ménage pour ce qui suit : Les frais d'eau et d'égouts?

FIS8_17E

_____ DOLLARS [Min : 00001 Max : 30 000]
Aucun ou compris dans le loyer
NSP, R

FI SHARE Statistique Canada mène cette enquête conjointement avec le ministère de Développement des ressources humaines Canada. Toutes les informations resteront confidentielles et seront utilisées uniquement à des fins statistiques. Est-ce que vous acceptez de partager toutes les informations fournies dans le cadre de cette enquête avec le ministère de Développement des ressources humaines Canada?

FIS8DSHA

1 OUI
2 NON
NSP, R

